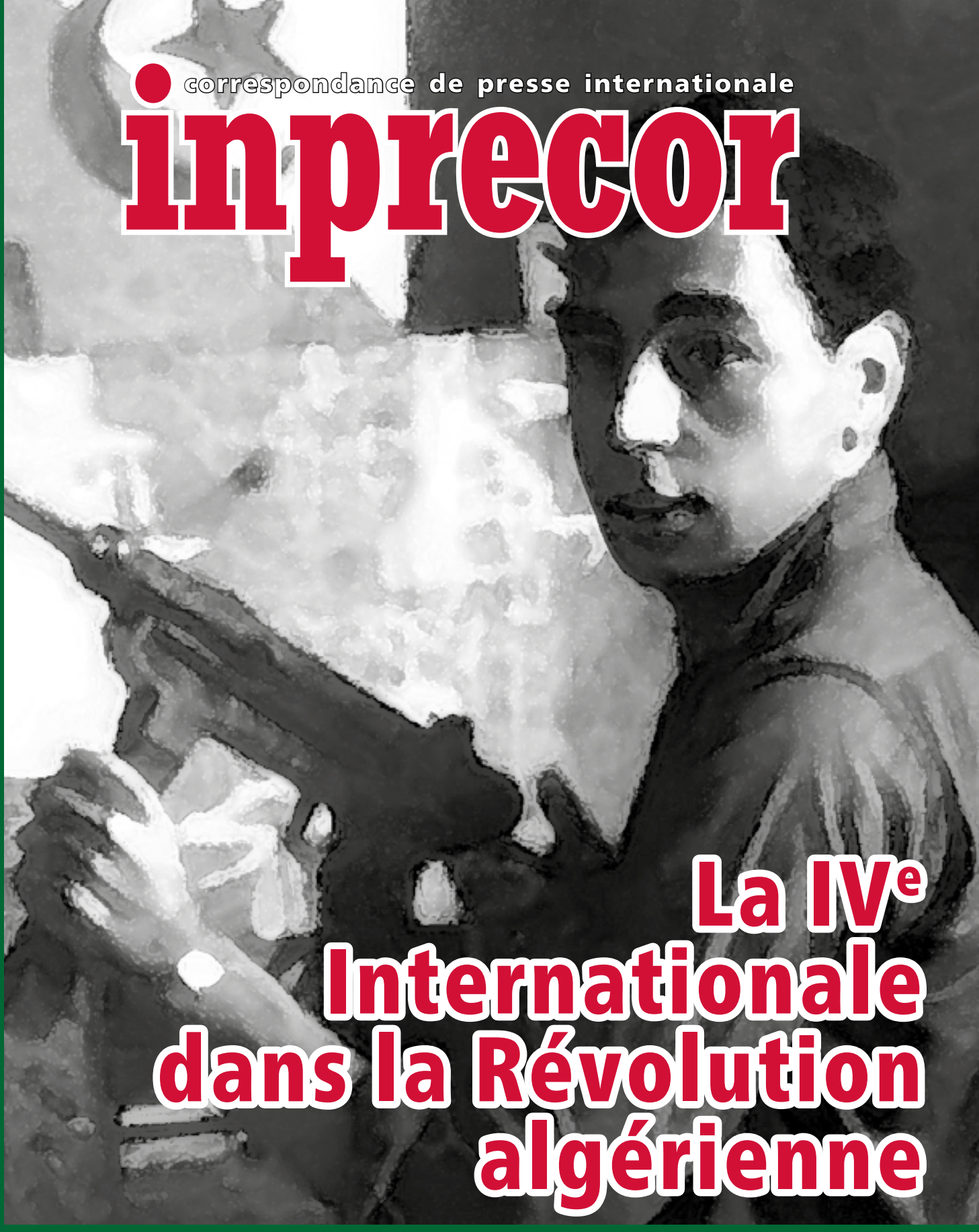
correspondance de presse internationale

inprecor



La IVe Internationale dans la Révolution algérienne

- Le mouvement espagnol contre les expulsions •
- Le grand pari économique de l'IA •
- Japon : s'opposer au réarmement •

inprecor
octobre 2026 n° 749
6,5 € / 8 CHF

inprecor *sur le web :*
https://inprecor.fr

Aux abonné·es !

Les envois de relances coûtent cher et prennent beaucoup de temps. Le numéro avec lequel votre abonnement prend fin figure sur votre envoi, en gras, au-dessus de l'adresse. Alors… réabonnez-vous sans attendre la relance. Le temps ainsi économisé sera précieux pour la rédaction. D'avance, MERCI !



Inprecor

Revue d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Bureau exécutif de la IVe Internationale.

Les articles ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction. Leur reproduction est autorisée en citant la source.

Éditée par la PECI Sarl au capital de 7 622,45 €, SIREN n° 391 857 562.
Rédaction et administration :
PECI-INPRECOR, 2 rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil, France
Tél. : +33 1 48 70 42 25
E-mail : redaction@inprecor.fr
Directeur de publication, gérant : Jan Malewski
Rédacteur en chef : Antoine Larrache
Correction : Isabelle Guichard
CPPAP n° 0926 | 88313
Belgique : agrément n° P928275
ISSN 0294-8516
Imprimé par Rotographie
2, rue Richard Lenoir,
93106 Montreuil Cedex, France
IMPRIM'VERT

Pour la diffusion dans les librairies, prenez contact avec la rédaction, SVP.

Sommaire

octobre 2026 n° 749

Europe



Juan Roch et Bea P. de la Cuerda
Madrid : la portée politique de la résistance aux expulsions **3**

Aude Martenot
Le pacte anti-immigration européen exacerbe les politiques racistes **5**



Japon

Toshizo Omori
S'opposer au réarmement et au gouvernement Takaichi **8**

Économie

Michael Roberts
L'IA : le plus grand pari économique de l'histoire des États-Unis **13**



Algérie

Alex de Jong
Pablo, la guerre d'Algérie et les risques de la solidarité **19**

Nadir Djermoune
Utopie, mythe et idéologie dans l'expérience de l'autogestion algérienne 1962-1965 **28**

Brésil

Israel Dutra et Mariana Riscali
Les élections au Brésil : un enjeu crucial pour freiner l'extrême droite **36**

Vos livres et revues, votre abonnement à **inprecor** sur internet : la-breche.com

Librairie La Brèche

27 rue Taine, 75012 Paris (M° Daumesnil), tél : 01 49 28 52 44
ouverte du mardi au samedi de 12 h à 20 h et le lundi de 14 h à 20 h

Abonnement

(11 numéros par an, dont un double)

Ma formule

Prix coûtant	100 € (1 an) ❑
Formule classique	75 € (1 an) ❑
Moins de 25 ans et chômeurs	45 € (1 an) ❑
	25 € (6 mois) ❑
Structures collectives (comité, organisations, bibliothèques, etc.)	150 € (1 an) ❑
Abonnement de soutien	..... à partir de 100 € (1 an) ❑
Lecteurs solidaires (6 mois offerts à une personne qui ne peut pas payer)	37 € (6 mois) ❑
Abonnement PDF (pas d'envoi papier)	25 € (1 an) ❑
Total :	.....

Pour continuer, inprecor a besoin de votre soutien. Vous pouvez arrondir vers le haut le montant de votre chèque ou de votre virement d'abonnement !

Mes coordonnées

Nom……Prénom :……
Adresse : ……
Codepostal :……Ville :……
Pays : …… Tél. : … … … … … …
E-mail : ……

Formule découverte
(réservée aux nouveaux abonnements)
20 €, pour 3 mois ❑

Anciens numéros

Mon paiement

• **Virements bancaires** à "PECI", à adresser au Société Générale, Agence Nation Jaucourt, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France.
Compte n°30003 / 02795 / 00020066402 / 86.
IBAN :
FR76 3000 3027 9500 0200 6640 286
BIC : SOGEFRPP

• **Chèques bancaires** libellés à l'ordre de "PECI", à adresser à Inprecor-PECI, 2 rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil, France (éviter les chèques hors de France en raison des frais bancaires).

• **Carte bancaire** sur https://la-breche.com/abos-inprecor

Madrid: la portée politique de la résistance aux expulsions

Mercredi 23 septembre a eu lieu l'expulsion de María del Carmen Abascal, connue sous le nom de Maricarmen, une femme de 87 ans, locataire depuis plusieurs décennies. Les détails de cette expulsion ont été rendus publics, tout comme la brutalité exercée contre une femme manifestement vulnérable et contre les personnes qui s'étaient rassemblées aux côtés du Syndicat des locataires pour tenter d'empêcher l'expulsion. Mais ce qui n'est pas encore clair, c'est l'ampleur de son impact social et politique.

Par
Juan Roch et
Bea P. de la Cuerda

Cette affaire ébranle toute la vie politique espagnole. Il est nécessaire d'anticiper et d'évaluer les répercussions que ce bouleversement pourrait avoir. La droite, qui se voit déjà au pouvoir, comptant sur l'usure du gouvernement Sánchez, y voit un obstacle, car cela détourne l'attention des scandales qui visent chaque jour le pouvoir. Le fait que le Parti populaire soit au service des classes dominantes et du capital ne lui permet pas d'agir facilement dans cette affaire. Il ne peut que défendre les grands propriétaires immobiliers, tout en évitant d'être associé à l'inhumanité que représente l'expulsion d'une personne âgée. Cette acrobatie, que tentent de résoudre les dirigeants du PP, semblerait impossible à réaliser si l'attention n'était pas braquée sur le camp progressiste, qui doit relever un défi encore plus grand: expliquer pourquoi, après huit ans au pouvoir, il n'a pu apporter aucune solution à une catastrophe sociale annoncée.

Leur rhétorique sans retenue, qui faisait dire à Sánchez et Podemos que leur gouvernement était «le plus progressiste de l'histoire», ne les aide pas non plus. En effet, ces derniers jours circulent des images de Sánchez affirmant que les expulsions ont pris fin, et on voit également des ministres et des dirigeants prétendant que le logement est leur priorité, alors qu'ils n'ont pas réussi à empêcher cette expulsion particulièrement brutale, ni à s'attaquer sérieusement au problème du logement.

Le Syndicat des locataires en première ligne

Comme lors de la grande crise de 2008, c'est le mouvement social qui rend visible la pression à laquelle sont soumises les classes populaires. C'est lui aussi qui permet l'existence d'une résistance face à un pouvoir économique incontrôlé.



Puerta del Sol, à Madrid, le 27 septembre 2026. © Florenciac / CC BY-SA

Dans ce nouveau cycle de mobilisation, le rôle moteur autrefois assumé par la Plateforme des personnes affectées par les crédits hypothécaires est désormais principalement joué par le Syndicat des locataires. Mais dans les deux cas, la stratégie est la même: grâce à un travail militant constant et à la lutte, ils tentent d'endiguer les expulsions et de mettre en lumière le problème du logement. Ainsi, le drame de Maricarmen – tout comme celui de David, un habitant de Vallecas expulsé le même jour mais n'ayant pas bénéficié d'une aussi grande couverture médiatique, ainsi que les 4 005 expulsions du premier trimestre 2026 et les 25 540 de 2025 – s'impose comme un événement significatif, comme un moment politique mobilisateur. La question est de savoir si, par son ampleur, il peut marquer un tournant et le point de départ d'un nouveau cycle dans l'État espagnol.

Impuissance et culpabilité du social-libéralisme

La force principale des sociaux-libéraux, du moins en Europe, a reposé sur leur capacité à diriger l'ensemble de la gauche. Cependant, ce succès a son revers: prendre cette responsabilité à partir

Juan Roch et Bea P. de la Cuerda

Juan Roch et Bea P. de la Cuerda sont membres d'Anticapitalistas à Madrid. Cet article est paru sur le site de la revue en ligne *Viento Sur*. Traduction de *Marx21.ch* revue par nos soins.

de positions clairement sociales-libérales implique d'admettre que son seul rôle est de redistribuer les excédents du capital tant que tout va bien, et uniquement dans la mesure où cette redistribution n'affecte pas les intérêts essentiels de celui-ci. Les limites sont évidentes : elles sont apparues de manière presque théâtrale au cours des mandats de Zapatero, lorsqu'on est passé de la croissance économique et de la répartition des bénéfices à une capitulation totale face à la Troïka et à la convocation d'élections qui se sont transformées en une promenade de santé pour la droite.

La politique de Sánchez est légèrement différente : avec leurs discours débridés, ses gouvernements ont admis que leur rôle consistait à promouvoir l'activité économique et que cela passait par l'acceptation du fait que le logement était et reste l'un des moteurs de la croissance. Le logement n'a jamais été un droit réel pour les classes populaires, mais un bien de consommation au sein du système capitaliste. Il convient toutefois de souligner que depuis la crise de 2008, le rôle du logement en tant qu'actif économique a pris une ampleur considérable, notamment dans le cadre du tourisme et des plateformes.

Ainsi, la crise qui, dans le cas de Zapatero, était apparue comme un moment dramatique, se présente dans le cycle actuel comme une crise latente, d'usure, dans laquelle le progressisme n'a d'autre choix que de déplorer sa propre impuissance. Les dirigeants du PSOE ne semblent pas avoir eu de mal à l'accepter et nous avons dû assister au spectacle pitoyable d'une ministre du Logement affirmant que le fonds vautour mis en cause se moque des administrations, comme si elle-même n'était pas la principale responsable de la politique du logement à l'échelle de l'État. Spectacle pitoyable, comme celui des partenaires de la coalition qui ressassent les discours qui n'ont conduit à aucun progrès en huit ans, ou celui du gouvernement annonçant qu'il va ressortir le décret sur le logement qu'il avait rangé dans un tiroir trois mois plus tôt.

Cependant, cette démonstration d'impuissance ne doit pas conduire à justifier la situation : il est clair que la politique de subordination au capital est impuissante et stérile, mais il est tout aussi clair qu'un dirigeant peut et doit en être conscient. Le gouvernement progressiste – le PSOE autant que ses partenaires – est responsable d'avoir pris les commandes sur la base de principes politiques qui ruinent les classes populaires et travailleuses. Celles-ci doivent lui en faire payer le prix politique.

Et maintenant, où allons-nous ?

Personne n'ignore que nous vivons un moment critique de la politique espagnole : nous faisons face à une année électorale où la plupart des sondages prévoient un effondrement des forces au pouvoir au profit d'une droite fragmentée, dans un contexte social très difficile et marqué par de fortes contradictions. D'un côté, l'emploi progresse ; de l'autre, la situation des travailleuses et des travailleurs ne cesse de se détériorer.

Les classes populaires sont confrontées au dilemme de retirer leur soutien à un gouvernement progressiste qui nous impose de travailler toujours plus, dans des conditions toujours pires. La question du logement devient ainsi centrale et une orientation correcte à ce sujet pourrait être le levier permettant de faire monter en puissance une lutte sociale qui réunisse deux caractéristiques décisives : la légitimité et le soutien populaire. Le Syndicat des locataires a réussi à combiner ces deux éléments – qui ne vont pas toujours de pair. Il s'agit désormais de leur donner une dimension politique.

Nous vivons une époque vertigineuse où, comme l'expliquait Daniel Bensaïd, des sauts politiques équivalents au travail de plusieurs décennies peuvent se produire. Le problème que nous n'avons pas toujours à l'esprit, à gauche, c'est que la droite tire elle aussi parti de cette époque de changements rapides, et qu'au cours de la dernière décennie, elle l'a fait davantage et mieux que nous. Il s'agit donc de renverser cette tendance grâce à une politique qui se lie aux besoins des classes populaires, en particulier sur la question urgente du logement, afin d'intensifier la confrontation et de lui donner une orientation radicale. Pour cela, on doit s'appuyer sur les préoccupations populaires : la baisse des loyers ; des baux à durée indéterminée ; une indexation des hausses non pas sur l'indice des prix à la consommation mais sur la croissance moyenne des salaires ; l'expropriation des logements détenus par les fonds vautours et les banques ; le plafonnement des loyers à 20 % des salaires.

Qu'on ne puisse pas vous expulser de chez vous, que votre logement ne coûte pas plus cher que ce que vous gagnez, que les fonds géants ne spéculent pas sur les logements dont nous avons besoin pour vivre, ce sont là des mots d'ordre que le gouvernement progressiste ne peut accepter, et ne peut mettre en œuvre, mais qui expriment un sentiment largement partagé dans les classes populaires. Ce sentiment s'impose actuellement de manière claire, il peut s'affirmer et montrer sa force. Comme pour la question de la Palestine, au début, nous étions très peu nombreux et nombreuses à parler de génocide. Au départ la vérité paraissait radicale, mais elle a fini par s'imposer.

Si cette logique ne trouve pas sa place dans l'action politique de ce gouvernement, alors il faut qu'un autre le remplace. Que la priorité soit donnée à une gauche enracinée dans les besoins collectifs et dans une radicalité démocratique qui revendique la satisfaction des besoins. Comme le disait le vieux Marx, *«de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins»*. Que celles et ceux qui ne sont pas capables de l'assumer s'écartent, et qu'advienne un projet politique répondant aux aspirations populaires. ■

Le 26 septembre 2026



Maricarmen. DR

Le pacte anti-immigration européen exacerbe les politiques racistes

En juin dernier est entré en vigueur un nouveau pacte européen sur la migration et l'asile, décrié par les milieux de défense des migrant·es, qui dénoncent des attaques virulentes contre les personnes et le droit de circuler. Le tournant est clair : loin d'améliorer les droits humains et l'accès à un examen des demandes de protection, ce nouveau règlement vise à identifier au plus tôt les requêtes pouvant être prises en charge par d'autres États, à externaliser cette gestion de l'asile, et à augmenter les contrôles, afin d'exécuter plus rapidement les renvois.

Par
Aude Martenot

Le pacte survient après des années de négociations au sein de l'UE, et représente une tentative de sortir de la crise de l'espace Schengen. Ce dernier avait pour objectif, lors de son inauguration dans les années 1980, d'ouvrir un espace européen de libre circulation en supprimant les frontières intérieures, répondant ainsi au besoin du patronat de voir circuler la force de travail (1). En conséquence, ce sont les frontières extérieures de l'Europe qui sont devenues le verrou d'entrée dans l'espace, d'autant que la volonté d'en fermer l'accès est de plus en plus évidente (conduisant à parler d'«Europe forteresse») (2).

> *« Les frontières extérieures de l'Europe sont devenues le verrou d'entrée dans l'espace. »*

L'espace Schengen en crise

La police chargée de gérer ces frontières est l'agence Frontex, dénoncée à plusieurs reprises ces dernières années pour des atteintes aux droits fondamentaux (3), ce qui n'empêche pas les États de continuer à la financer. Ainsi, le budget est passé de 6 millions en 2005 à 1,2 milliard d'euros en 2026. Dans les Balkans, Frontex repousse illégalement les personnes hors de certaines frontières. En Méditerranée, l'agence est accusée d'assister, dans une totale indifférence, à la destruction de moteurs de bateaux et à des abandons de personnes en pleine mer. En Suisse et ailleurs, Frontex organise des «vols spéciaux» pour renvoyer de force des migrant·es entravé·es et menotté·es, au mépris de leur santé physique et mentale.

À l'intérieur du continent, le système de gestion des demandes d'asile était organisé par le «règlement Dublin», et maintenant par le pacte. Le système reste le même et fonctionne comme une machine de répartition arbitraire des personnes en exil. S'appuyant sur la base de données Eurodac, qui enregistre les empreintes digitales et les noms des demandeur·ses d'asile, ce système prévoit que les requêtes de protection ne peuvent être traitées que dans un seul pays. Si des personnes sont enregistrées dans plusieurs États, un renvoi Dublin est exécuté vers le premier pays d'entrée. Les moyens qui conduisent à être enregistré sur la base Eurodac sont opaques : lors du dépôt d'une demande d'asile, mais aussi lors d'hospitalisation, d'arrestation policière, de contrôle dans les transports, etc. Ainsi, au gré des parcours migratoires, des familles peuvent être séparées : des époux enregistrés dans deux pays différents ; des enfants tout juste majeurs dans l'impossibilité de rejoindre leur famille parce qu'«enregistrés Dublin» dans un premier pays d'Europe, etc. (4)



Aude Martenot

Aude Martenot est membre de solidaritéS et coordinatrice de l'Observatoire du droit d'asile et des étranger·ères en Suisse romande.

Autre écueil de cet arrangement, les pays du Sud et de bordure de l'Europe connaissent logiquement bien plus d'arrivées que les autres, d'autant que nombre d'États – à l'instar de la Suisse – refusent depuis des années les dépôts de demande d'asile depuis leurs ambassades, contraignant les personnes à parcourir les périlleuses routes de l'exil pour venir en personne

1) Swanie Potot, «Construction européenne et migrations de travail», *Revue européenne des sciences sociales*, 51-1, 2013, p. 7-32.
2) *Solidarité sans frontières,* «Dossier : 40 ans de Schengen», bulletin n° 3, septembre 2025.
3) Amnesty International, «Demander des comptes à Frontex !», 2022.
4) ODAE romand, «Familles séparées, enfances précaires», rapport, 2025 ; ODAE romand, «Harcelée en Croatie, une famille est menacée d'y être renvoyée», cas individuel, 1er janvier 2024.

et illégalement déposer leur demande. Les pays situés en bordure (la Grèce, l'Italie, l'Espagne et les pays des Balkans notamment) peinent alors à mettre en place des conditions d'accueil dignes pour les personnes en exil, et se voient submergés de renvois Dublin de la part d'autres pays de l'intérieur de l'Europe. Au point que les renvois Dublin ont été suspendus vers la Grèce à la suite d'une décision de la Cour européenne des droits de l'Homme datant de 2011 (5). Malheureusement, depuis juin 2024, différents pays, dont la Suisse, tentent de remettre à l'agenda de telles décisions de renvoi.

L'objectif affiché de l'Europe en durcissant ses frontières est d'empêcher les entrées illégales. En réalité, la seule conséquence de cette fermeture est d'accroître cette illégalité tant décriée tout en rendant les routes plus dangereuses, ce qui augmente les violences à l'encontre des personnes et réduit la protection de leurs droits fondamentaux.

Violences, morts et déshumanisation

Empêcher les flux migratoires est irréaliste, quelles que soient les techniques mises en place pour y parvenir: accords d'externalisation (avec la Turquie par exemple), lieux d'enfermement (*hotspots*, comme l'île de Lesbos en Grèce), *push backs* (refoulements illégaux de personnes venues demander l'asile en Europe, pratiqués par des polices étatiques et Frontex), etc. Mais l'augmentation de la répression et des contrôles à l'égard des migrant·es a une conséquence directe et indéniable: accroître considérablement les dangers pour les personnes qui se déplacent.



Barrière érigée sur la frontière serbo-hongroise par les autorités hongroises, 2015. © Bőr Benedek, CC BY 2.0.

Entre janvier et juin 2026, au moins 865 personnes sont mortes ou portées disparues en Méditerranée (6). C'est la période la plus meurtrière de ces dix dernières années… qui comptabilisent plus de 34 000 décès. Du côté des traversées de la Manche, le bilan n'est pas aussi lourd, mais les pertes sont régulières. Ces dernières semaines, les naufrages de bateaux de fortune sont nombreux dans les eaux entre la France et l'Angleterre (7). Du côté des Balkans, les routes ne sont guère plus sûres.

> *« Entre janvier et juin, au moins 865 personnes sont mortes ou portées disparues en Méditerranée. »*

Ces politiques de fermeture de l'Europe, qui s'appuient sur des rapports néocoloniaux avec des pays situés sur le pourtour de la Méditerranée, provoquent des réactions légitimes. Ainsi, cet été 2026, les événements survenus dans l'enclave espagnole de Ceuta, située sur le territoire marocain, sont un résultat direct du régime européen anti-asile (8).

Deux mouvements semblent avoir convergé pour amener près de 60 000 personnes à franchir en quelques heures la frontière de l'enclave. En premier lieu, des personnes fuyant la misère dans leur région d'origine, qui cherchaient à entrer en Europe pour y trouver une vie meilleure, ont probablement reçu une (fausse) information d'ouverture de la frontière ce jour-là. En second lieu, un mouvement de foule spontané, de mobilisation contre des frontières coloniales qui segmentent un pays qui connaît de grandes inégalités de revenus et un chômage en hausse, s'est propagé à l'annonce d'une traversée possible. Manipulations de gouvernements du Sud global en réaction aux nouvelles décisions européennes d'externalisation des frontières de l'UE ? C'est bien possible, et cela n'aurait rien de neuf (cf. l'instrumentalisation du passage de la Biélorussie à la Pologne en 2021 (9)).

Les projecteurs mis sur ces quelques vies servent le jeu de l'extrême droite, qui parle allégrement de «crise migratoire» sur la base de difficultés d'accueil auxquelles elle a elle-même contribué. Un discours facilité par les médias *mainstream* qui font trop rarement le lien avec l'exploitation fort utile d'une main-d'œuvre corvéable à merci, par exemple dans les plantations de tomates ou de fraises en Europe (10).

Contre l'asile et la migration, la mise en place du pacte européen

Le pacte européen sur la migration et l'asile est entré en vigueur le 12 juin 2026. Cette réforme du Régime d'asile européen commun (RAEC) est constituée d'un ensemble de règlements qui restructurent les procédures d'asile, les contrôles aux frontières extérieures, la base de données Eurodac, les règles du système Dublin et le mécanisme de solidarité entre États membres.

Trois évolutions sont notables: des procédures frontalières accélérées, une externalisation accrue de la protection des réfugié·es et le renforcement d'un régime européen d'expulsion (11). Concrètement, les personnes se voient enfermées aux frontières extérieures de l'Europe dans de grands centres, où une procédure de filtrage en vue d'une catégorisation accélérée des possibilités d'acceptation ou

5) En 2011, la Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH), dans l'affaire M.S.S. c. Belgique et Grèce, avait clairement jugé que la Grèce n'était pas un pays sûr.
6) Missing Migrants Project.
7) *24heures.ch*, «Traversées de la Manche. Une seule embarcation pour 230 personnes», 10 août 2026.
8) *Solidarité sans frontières*, «Ceuta – Été 2026: Réclamer la liberté de mouvement», bulletin n° 3, septembre 2026.
9) *Le Temps*, «Mur, caméras, intelligence artificielle: à la frontière biélorusse bouclée par la Pologne, cinq ans après la crise», 8 août 2026.
10) J. Wild, S. Lerch, P. Aubert, «"Ce sont des esclavagistes": en Italie, la mafia de la tomate s'enrichit à la sueur des travailleurs étrangers», *franceinfo*, 11 août 2026 (reportage vidéo, édité par l'agence 6Medias); Sandrine Morel (envoyée spéciale à Huelva), «La fraise cultivée en Espagne pousse sur la misère», *Le Monde*, 29 février 2020.
11) *Solidarité sans frontières*, «Une nouvelle architecture de l'exclusion», bulletin n° 2, juin 2026.

de refus des demandes. Ainsi, l'accès aux procédures d'asile ordinaires est entravé pour nombre de personnes, notamment parmi les plus vulnérables. Un pas de plus vers l'éloignement de l'examen individuel des demandes pour une sélection administrative et ciblée des flux.

Une liste de «pays tiers sûrs» – pays d'origine ou pays de transit – permettra à l'Europe de se déclarer non compétente pour traiter nombre de demandes de protection, et simplement exécuter des renvois vers ces pays. Par ailleurs, une externalisation des renvois et/ou de la gestion des dossiers d'asile est facilitée par cette réforme européenne (comme le projet italien vers l'Albanie, ou le Royaume-Uni vers le Rwanda).

La réforme européenne n'est pas sans rappeler la révision de la loi sur l'asile, mise en place en Suisse en 2019, qui instaure des centres fédéraux d'asile pour y entasser les requérante·es à leur arrivée et identifier celles et ceux pouvant être rapidement expulsé·es au nom de Dublin. Ne pas entrer en matière, pouvoir se déclarer «non compétente», refermer les dossiers sans même les étudier et renvoyer, la Suisse est championne à ce jeu. Et la pièce maîtresse pour accélérer ces renvois est de parvenir à isoler, enfermer et contrôler.

Ce faisant, c'est le sens même du concept d'asile qui se perd, puisque le droit d'exposer son besoin de protection disparaît. Quelles qu'en soient les conséquences pour les personnes.

Détresses et résistances

Dans un monde capitaliste, les mouvements de population – réalité intemporelle – deviennent des mécanismes de survie. Mais aussi les résultats et – pire peut-être pour les technocrates du capitalisme – la preuve du pillage en cours des ressources du Sud global, de l'exploitation des corps, des conséquences de la (néo)colonisation et de la catastrophe climatique qui démarre. D'une main, les puissances et leurs alliés du Nord, par leurs politiques impérialistes, arrachent les richesses des pays du Sud, exploitent la force de travail des personnes pauvres, commettent un écocide et instiguent nombre de conflits autour du globe, tout cela au nom de leur sacro-saint profit. De l'autre, elles brisent les vies des personnes qui fuient légitimement ce chaos.

Dans nos États, nous connaissons un contexte fascisant et de droitisation de plus en plus flagrant, qui nous rend témoin·es d'une détérioration continue des droits des personnes migrantes depuis une cinquantaine d'années. De plus, le contexte économique néolibéral entraîne coupes budgétaires sur coupes budgétaires et une externalisation de la gestion des demandes d'asile au plus offrant, qui réduit toujours plus les actions sociales possibles au quotidien.

Depuis le 12 juin, les associations de terrain en Europe voient encore une fois le ton se durcir et les conséquences tomber. Ces politiques restrictives et criminalisantes provoquent des dégâts irréparables. Les attentes sous tension engendrent une telle détresse psychique qu'il y a régulièrement des alertes médicales, voire des passages à l'acte.

Dans ce contexte, l'espoir vient des luttes de terrain. Partout, des personnes ou des groupes résistent et tentent de gripper la machine à broyer des vies que constituent les politiques migratoires, par de petits ou de grands gestes. Leurs voix sont nombreuses et s'entendent quoi qu'on en dise, elles dérangent même si ce n'est jamais assez, elles tiennent bon. En Suisse, une prochaine grande étape est attendue le 26 septembre dans la capitale, une manifestation d'ampleur «Entre nous pas de frontière», portée par l'association Solidarité sans frontières. Soyons des milliers ! On ne lâchera rien. ■

Le 12 septembre 2026



Des jeunes réfugiés syriens manifestent devant la gare Keleti de Budapest, le 3 septembre 2015. © Mstyslav Chernov / CC BY-SA 4.0.

S'opposer au réarmement et à la révision constitutionnelle du gouvernement Takaichi

Le contexte international guerrier et les crises économique et climatique s'accompagnent de l'évolution des régimes bourgeois du monde entier vers l'autoritarisme et le néofascisme. Le gouvernement Takaichi, formé dans cette logique, tente d'offrir une réponse aux difficultés de l'impérialisme japonais.

Par
Toshizo Omori

L'accélération des bouleversements en cours, qui dépasse de loin nos prévisions, reflète la crise multiforme du capitalisme mondial et marque notre entrée dans une époque extraordinairement incertaine et instable. Dans ces conditions, comprendre la situation dans son ensemble est une tâche extrêmement difficile mais indispensable pour se battre pour l'écosocialisme.

Le bilan des sommets successifs et la situation en Asie orientale

De mai à juin, le président chinois Xi Jinping a tenu une série de sommets avec le président étatsunien Donald Trump, le président russe Vladimir Poutine et le secrétaire général nord-coréen Kim Jong-un. Les résultats de ces sommets reflètent l'évolution des rapports de force entre puissances impérialistes à la suite des événements d'Iran et du Moyen-Orient, et ont des implications importantes pour la situation en Asie orientale.

Tout d'abord, le sommet sino-étatsunien des 14 et 15 mai a de fait mis de côté les questions fondamentales liées à la rivalité inter-impérialiste entre les États-Unis et la Chine, les deux pays s'accordant sur une trêve temporaire au nom de la «stabilité stratégique». Pour Trump, poursuivre l'«America First» à six mois des élections de mi-mandat exigeait de présenter à l'opinion étatsunienne des *deals* tangibles. Contrairement à ses intentions initiales, il a fini par supplier la Chine de l'aider à mettre fin à la guerre avec l'Iran, ce qui l'a contraint à des concessions sur la question de Taïwan. Xi Jinping a formulé des exigences extrêmement concrètes, pressant les États-Unis de faire passer leur position officielle de *«les États-Unis ne soutiennent pas l'indépendance de Taïwan»* à *«les États-Unis s'opposent à l'indépendance de Taïwan»*, et de cesser leurs ventes d'armes à Taïwan. Dans le même temps, confronté à un marasme économique prolongé auquel il ne trouve pas de remède efficace, Xi a cherché à apaiser temporairement les tensions impérialistes avec les États-Unis afin de gagner du temps. En ce sens, aucun accord inattendu n'a été conclu et, quoi qu'il en soit, le conflit inter-impérialiste entre les États-Unis et la Chine se poursuivra sur le long terme.

> *«Depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie, la relation sino-russe a fondamentalement basculé vers une dépendance de la Russie à l'égard de la Chine.»*

Le sommet sino-russe qui a suivi a clairement montré la domination de la Chine. Depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie, la relation sino-russe a fondamentalement basculé vers une dépendance de la Russie à l'égard de la Chine. Sur le plan économique, la Russie est devenue pour la Chine un partenaire «remplaçable», tandis que la Chine est devenue «irremplaçable» pour la Russie (les échanges avec la Chine, y compris les transactions passant par des pays tiers, représentent environ 40 à 45 % du commerce total de la Russie). Bien que le sommet sino-russe ait mis l'accent sur le partenariat entre les deux pays, il n'a produit que peu de résultats concrets pour la Russie.

Lors du sommet sino-nord-coréen de juin, Xi Jinping a semblé se montrer conciliant envers Kim Jong-un. Cela s'est produit sur fond d'essor de l'économie nord-coréenne, dopée par la demande exceptionnelle liée à la guerre en Ukraine. Selon plusieurs comptes rendus de visite, l'économie est florissante, du moins aux alentours de Pyongyang. La Corée du Nord a fourni des troupes et des munitions pour la guerre en Ukraine, recevant en échange de la Russie des approvisionnements dont elle avait un besoin urgent, comme de la

かけはし

Toshizo Omori

Cet article a d'abord été publié dans le numéro du 24 août de l'hebdomadaire *Kakehashi* («Le Pont») de la section japonaise de la IVe Internationale. L'original comporte deux chapitres consacrés à la situation mondiale et aux répercussions internationales de la guerre au Moyen-Orient.

nourriture et du pétrole, tout en tirant de ses ventes d'armes à la Russie un revenu estimé à au moins 10 milliards de dollars (environ 1 600 milliards de yens) selon l'Institut de stratégie de sécurité nationale de Corée du Sud. Forte de cette relation renforcée avec la Russie, la Corée du Nord a vu son pouvoir de négociation face à la Chine s'accroître; ce qui explique sans doute que, contrairement aux rencontres précédentes, Xi Jinping n'ait fait aucune mention de la «dénucléarisation de la péninsule coréenne» lors du sommet.

De fait, la Chine a tacitement reconnu la Corée du Nord comme un État doté de l'arme nucléaire. Le régime du Parti communiste chinois a traditionnellement considéré la Corée du Nord comme un État tampon face aux États-Unis. En ce sens, historiquement, la présence de bases militaires étatsuniennes en Corée du Sud (ainsi qu'au Japon et à Okinawa) a constitué le fondement même de l'existence de l'État nord-coréen. En outre, la Corée du Nord a amendé sa Constitution pour y inscrire l'existence de «deux États» dans la péninsule coréenne, en introduisant une nouvelle clause territoriale qui dispose: *«Le territoire de la République populaire démocratique de Corée comprend le territoire limitrophe de la République populaire de Chine et de la Fédération de Russie au nord et de la République de Corée au sud, ainsi que les eaux territoriales et l'espace aérien établis sur cette base»*. De plus, la formule désignant la Corée du Sud comme un «État hostile», que Kim Jong-un avait employée lors de l'Assemblée populaire suprême en mars, n'a finalement pas été intégrée à la Constitution.

> *«Les forces japonaises ont participé à plusieurs reprises aux exercices militaires conjoints entre les États-Unis et les Philippines.»*

La remilitarisation du Japon et le tournant stratégique engagé par le gouvernement Takaichi

Après sa victoire écrasante aux élections législatives, la Première ministre Takaichi a donné la priorité à une série de chantiers politiques: des plans économiques reposant sur une politique budgétaire active; le renforcement des capacités de défense par la révision des Trois documents de défense; la création d'un Bureau national du renseignement et l'adoption d'une législation anti-espionnage; la possibilité de modifier, si nécessaire, les Trois principes non nucléaires; le durcissement de la politique de contrôle des ressortissant·es étranger·es; l'inscription dans la loi de l'usage consistant à utiliser le nom de naissance comme nom d'usage après le mariage; et la préparation de la révision de la loi sur la Maison impériale et de la révision de la Constitution. En outre, première étape de son «défi» visant à imposer des politiques qui divisent l'opinion, l'abolition des «cinq catégories d'exportations d'armement» – qui ouvre totalement la voie aux exportations d'armes, y compris d'armes létales – vise à renforcer les alliances militaires en Asie orientale et à faire de l'industrie d'armement un moteur de la croissance économique.

À Okinawa et dans les îles Nansei, la construction de bases des Self-Defense Forces (Forces d'autodéfense, SDF en anglais) et le déploiement de missiles et d'unités de guerre électronique progressent à un rythme rapide. Sur les îles principales du Japon, des bases de soutien arrière intégrées aux îles Nansei sont en préparation, avec la construction de dépôts de munitions pour missiles, le déploiement de missiles à longue portée et de Tomahawks, et le renforcement des capacités de transport par l'utilisation militaire des ports et aéroports civils. Au cours de l'année budgétaire 2026, l'exercice militaire conjoint nippo-étatsunien «Resolute Dragon» – destiné à renforcer la coordination et les capacités de riposte conjointe des forces étatsuniennes et japonaises – s'est entièrement déroulé à Okinawa et à Kyushu, avec des manœuvres axées sur la défense des îles éloignées.

Par ailleurs, les SDF ont participé à plusieurs reprises aux exercices militaires conjoints entre les États-Unis et les Philippines, organisés aux Philippines. L'exercice «Balikatan 26» (du 20 avril au 8 mai) a mobilisé plus de 17 000 militaires des Philippines, des États-Unis, d'Australie, du Japon, du Canada, de France et de Nouvelle-Zélande. Les SDF y ont contribué avec environ 1 400 militaires, ainsi que les destroyers Ise et Ikazuchi, le navire de débarquement Shimokita, des avions de transport et des hydravions de sauvetage. Lors de «Kamandag 26» (du 15 juin au 1er juillet), les SDF ont déployé leur 1re brigade aéroportée, leur Unité centrale de défense contre les armes nucléaires, biologiques et



Sanae Takaichi avec Donald Trump, octobre 2025.
© Site web du Premier ministre, CC BY 4.0

chimiques (NBC), leur Unité médicale de lutte contre les armes NBC et leur École de défense NBC aux côtés des Marines étatsuniens et philippins, et ont mené des entraînements au parachutage. L'objectif affiché de cet exercice était de *«maintenir et améliorer les capacités opérationnelles intégrées des SDF en matière d'opérations multidomaines, tout en contribuant à créer un environnement de sécurité qui ne permette pas de modifier unilatéralement le statu quo par la force»*. Conjuguées à des exportations d'armes à grande échelle vers les Philippines, ces actions traduisent l'intention de consolider des réseaux d'alliances militaires dans l'ensemble de l'Asie orientale, au-delà de l'Extrême-Orient. Cette série d'inflexions politiques et de manœuvres des SDF doit être comprise comme le début d'un véritable tournant stratégique du gouvernement Takaichi.

Le gouvernement Takaichi vers un régime «autoritaire»

Nous avions considéré que le gouvernement Takaichi, sur fond de montée mondiale des régimes autoritaires, avait *«le potentiel de devenir un "régime autoritaire élu" sous des dehors modérés»*. Parmi les indices de ce glissement figurent un fonctionnement par en haut, depuis les services de la Première ministre et au mépris du Parlement, la création d'un délit d'*«outrage au drapeau national»*, le durcissement du contrôle des ressortissant·es étranger·es et la préparation d'un Bureau national du renseignement et d'une législation anti-espionnage. Quant à la possibilité d'un «régime autoritaire» à part entière, il faudra suivre de près l'évolution de la situation.

Le gouvernement Takaichi repose politiquement sur des facteurs externes: le soutien élevé dont il dispose, le recul et la confusion de l'opposition centriste, ainsi que la marginalisation de la gauche parlementaire. Du côté des forces centristes, l'intégration du Parti constitutionnel-démocrate et du Komeito au sein de l'Alliance réformiste centriste piétine à la Chambre des conseillers et dans les assemblées locales. Parallèlement, une série de défections, principalement d'ancien·nes élu·es du Parti constitutionnel-démocrate ayant perdu leur siège aux élections législatives, a laissé sans perspective claire la recomposition des forces centristes autour de l'Alliance réformiste centriste. Cela a abouti à sa dissolution de fait. Du côté de la gauche parlementaire, le Parti social-démocrate a perdu ses sièges à la Chambre des représentants et il fait face à une crise existentielle. Quant à Reiwa Shinsengumi, il traverse une crise interne persistante depuis la démission de son dirigeant charismatique, Taro Yamamoto. Dans le même temps, une nouvelle direction a été élue, le parti a changé de nom et plusieurs parlementaires sont parti·es.

> *«L'action du géant des semi-conducteurs Kioxia a perdu plus de la moitié de sa valeur.»*


Dans un supermarché de Tokyo. © EPA Jiji

Bien que le cabinet de la Première ministre Takaichi ait bénéficié d'un soutien important, les sondages de juillet ont révélé un net recul. Dans une enquête du *Mainichi Shimbun*, les opinions défavorables sont même devenues majoritaires. Le recul du soutien a été particulièrement marqué chez les jeunes et les femmes. Plusieurs facteurs clés de ce recul méritent l'attention:

1) La dynamique de soutien populaire à la Première ministre Takaichi, les fortes attentes et l'enthousiasme nationaliste pour un «Japon fort» sont retombés, et désormais l'attention populaire se reporte sur des éléments concrets comme les faux pas commis au Parlement et les difficultés économiques quotidiennes.

2) Le fort soutien et les attentes vis-à-vis de Takaichi ne se traduisaient pas nécessairement par une adhésion à son programme de droite ni à son attitude arrogante.

3) Une fracture nette est apparue au sein du camp conservateur entre conservateurs démocrates et nationalistes réactionnaires.

Le gouvernement Takaichi est le seul parmi les «grandes puissances» occidentales à suivre Donald Trump dans sa fuite en avant. Cela a fini par inquiéter le courant bourgeois traditionnel, dont les sentiments sont relayés par de récents éditoriaux de presse. Il faut ainsi noter la sévérité avec laquelle la presse bourgeoise traditionnelle comme le *Nikkei* et le *Yomiuri* a critiqué la conduite des travaux parlementaires par la Première ministre.

La politique économique du gouvernement Takaichi et l'avenir de la bulle de l'IA

Sur le plan économique, la Première ministre Takaichi s'en est strictement tenue à une stratégie de relance et à une politique budgétaire active, faisant de l'IA et de l'industrie de l'armement les principaux piliers de la croissance économique. Son gouvernement s'est montré réticent à s'attaquer aux pénuries de matières premières et à la hausse des prix; plutôt que de promouvoir les économies d'énergie, il a axé son budget rectificatif sur des subventions aux factures d'essence, d'électricité et de gaz.

«Au cœur du système, des États-Unis à l'Europe et au Japon, la croissance est soit modeste, soit nulle. Pour ce qui est des États-Unis, seuls les investissements

massifs des entreprises de haute technologie dans les centres de données d'IA et la bulle boursière qui les accompagne ont permis à l'économie de continuer à croître» (1). Un phénomène économique similaire se produit au Japon: si l'indice Nikkei a temporairement franchi la barre des 70 000 yens, c'est sous l'effet d'un afflux massif de capitaux vers les valeurs de l'IA et des semi-conducteurs, et la bulle y est encore plus prononcée qu'aux États-Unis. Comme *«le degré de concentration sur certains secteurs est plus marqué que sur le marché étatsunien et* [que] *les bénéfices de la hausse boursière ne se diffusent pas dans tout le Japon»* (2), il en résulte une structure qui concentre de plus en plus la richesse entre les mains d'une petite fraction de nanti·es.



Des dizaines de milliers de personnes ont manifesté dimanche 19 avril 2026 contre la révision de la «Constitution pacifiste» et pour la défense de son article 9.

La bulle de l'IA ne durera pas indéfiniment. Si de nouvelles innovations technologiques rendent superflus les gigantesques centres de données d'IA eux-mêmes, ou s'il devient clair que les investissements colossaux qui y sont consacrés ne dégagent pas de profits, la bulle éclatera d'un seul coup. De fait, dès l'annonce d'une IA générative très performante développée par une start-up chinoise, les cours des valeurs de l'IA et des semi-conducteurs ont chuté brutalement, aux États-Unis comme au Japon. L'action du géant des semi-conducteurs Kioxia, dont la capitalisation boursière avait un temps dépassé celle de Toyota Motor, s'est effondrée et a perdu plus de la moitié de sa valeur. L'indice Nikkei a lui aussi enregistré une baisse de plus de 10 000 yens en un peu plus d'un mois depuis son record historique du 25 juin (72 366,34 yens). Une politique économique qui repose sur une bulle boursière de l'IA totalement déconnectée de l'économie réelle est vouée à l'échec.

> *«Pour défendre les conditions de vie de la population, nous avons préconisé la suppression de la taxe sur la consommation.»*

L'emballement de l'inflation renforce la pauvreté et les inégalités

Les frappes des États-Unis et d'Israël contre l'Iran et le blocus du détroit d'Ormuz ayant pratiquement interrompu les livraisons de pétrole brut en provenance du Moyen-Orient, le gouvernement japonais a réagi aux pénuries de pétrole et à la flambée des prix en puisant dans les réserves stratégiques. Néanmoins, les hausses de prix et les pénuries localisées de produits dérivés du pétrole persistent. Même si le blocus du détroit d'Ormuz est levé et que les importations de brut du Moyen-Orient reprennent, la remise en état des installations pétrolières au Moyen-Orient prendra probablement du temps. Contrairement à ce que Trump prétend, les prix du pétrole brut ont peu de chances de revenir à leur niveau d'avant-guerre. Le Japon est donc confronté à une forte hausse du coût de ses importations de brut, ce qui crée les conditions de déficits commerciaux, d'une nouvelle dépréciation du yen et de pressions inflationnistes persistantes. Le 16 juin, la Banque du Japon a décidé de relever son taux directeur à environ 1,0 %, une décision motivée par le jugement selon lequel il était *«nécessaire de freiner l'inflation par une hausse des taux d'intérêt, en accordant plus d'importance à l'aggravation du risque d'inflation liée à la flambée du prix du pétrole brut qu'au risque de dégradation économique provoqué par la situation au Moyen-Orient»* (3).

Pourtant, la dépréciation du yen ne s'est pas arrêtée; le dollar a franchi la barre des 160 yens. En réaction, les autorités monétaires étatsuniennes et japonaises ont mené des interventions coordonnées sur le marché des changes, ce qui a permis au yen de regagner temporairement près de 10 yens face au dollar; mais cela n'est en aucun cas durable. Les hausses de prix dues à l'inflation mondiale et à la faiblesse du yen ont permis aux grands monopoles de générer des profits colossaux, comme en témoigne la hausse de 68 % sur un an des bénéfices nets consolidés déclarés par les sociétés cotées pour le trimestre avril-juin 2026. Dans le même temps, ces hausses accélèrent la paupérisation et les difficultés quotidiennes des travailleur·ses, en particulier des catégories vulnérables comme les femmes, les personnes âgées et les jeunes. La stratégie de croissance du gouvernement Takaichi, fondée sur le creusement des déficits publics, attise encore davantage cette inflation.

La pièce maîtresse des mesures anti-inflation du gouvernement Takaichi, initialement présentée comme la *«suppression de la taxe sur la consommation sur les produits alimentaires pendant deux ans»*, a été arrêtée par une décision du Conseil des ministres le 5 août sous la forme d'un *«abaissement à 1 % de la taxe sur la consommation sur les produits alimentaires pour une durée limitée de deux ans à compter d'avril 2027»*. Or le

1) Ashley Smith, «Fault Lines in a New Epoch of Crisis – Imperial Rivalry, Authoritarianism, and Resistance», *Tempest*, mai 2026.
2) «Le Nikkei à 70 000 yens: des bénéfices inégalement répartis. Les "Sept Magnifiques" japonais représentent plus de la moitié de la hausse de la capitalisation boursière», *Nihon Keizai Shimbun*, 18 juin 2026.
3) *Mainichi Shimbun*, juin 2026.

Nikkei Shimbun, porte-parole de la bourgeoisie traditionnelle, a dès le lendemain sévèrement critiqué cette mesure dans un éditorial, écrivant que *«s'obstiner dogmatiquement à tenir les promesses de la campagne des législatives en imposant des baisses d'impôts lourdes d'effets secondaires et de risques n'est rien d'autre qu'une politique insensée qui laissera de lourdes séquelles pour l'avenir»*. L'éditorial du *Nikkei* invoquait plusieurs raisons à son opposition : *«il est parfaitement irresponsable de décider en premier lieu de baisser l'impôt en repoussant à la fin de l'année la recherche de sources de financement de substitution, qui atteignent 5 000 milliards de yens par an»*; *«même son efficacité contre la vie chère, pourtant l'essentiel, est limitée»*; et *«une gestion budgétaire sur la corde raide risque d'entraîner un nouvel affaiblissement du yen et des hausses de taux d'intérêt, menaçant en fin de compte les conditions de vie de la population»*. Même le *Nikkei* souligne que cette politique ne répond pas à la pauvreté et aux difficultés économiques actuelles.

Pour défendre les conditions de vie de la population, nous avons préconisé la suppression de la taxe sur la consommation, compensée par une imposition accrue des grandes entreprises et des riches, ainsi que des augmentations de salaire radicales, en particulier une hausse importante et uniforme à l'échelle nationale du salaire minimum. Le gouvernement a cependant nettement repoussé l'échéance fixée pour porter la moyenne nationale du salaire minimum à 1 500 yens de l'heure, cherchant à maintenir sa politique de compression des salaires des travailleur·ses précaires.

Unir le mouvement contre le réarmement et la révision constitutionnelle à la défense des conditions de vie des travailleur·ses : construire une dynamique écosocialiste

Face aux projets de réarmement et de révision constitutionnelle du gouvernement Takaichi, de grandes mobilisations se sont développées, d'une ampleur inédite depuis les manifestations de 2015 contre les lois sur la sécurité. Il y a d'abord eu l'«Action d'urgence contre la guerre» devant la Diète (le Parlement japonais), lancée après les élections législatives principalement par des jeunes et des femmes. Elle a grossi à chaque rassemblement et s'est étendue à tout le pays. Il y a eu d'autres événements comme l'action «NO WAR! Ne changez pas la Constitution! Action à la porte principale de la Diète» qui se tient le 19 de chaque mois. Elle est co-organisée par le «Comité exécutif d'action commune contre la guerre et la destruction de l'article 9» et par l'«Action citoyenne nationale Non à la révision de l'article 9!». Ces actions ont mobilisé un grand nombre de participant·es, avec des actions coordonnées le même jour dans tout le pays. Pour maintenir et développer ce mouvement, nous devons construire des actions à la base au niveau local et nous y consacrer pleinement. Il est en particulier indispensable de construire la solidarité avec le mouvement contre les bases à Okinawa et dans les îles Nansei, où la militarisation et la construction de bases progressent rapidement, ainsi qu'avec les mouvements d'opposition à l'extension des bases des SDF dans le pays.

> *«Le processus d'auto-organisation des travailleur·ses est crucial dans cette lutte.»*

Dans le même temps, nous devons nous opposer aux politiques du gouvernement Takaichi, qui privilégient les intérêts du grand capital et des riches, en construisant un mouvement de défense des conditions de vie de l'ensemble de la population laborieuse, comme un combat pour la renaissance du mouvement syndical. Le processus d'auto-organisation des travailleur·ses est crucial dans cette lutte, autour de revendications comme le salaire minimum uniforme à l'échelle nationale, l'augmentation substantielle du salaire minimum, l'indexation des salaires sur l'inflation et l'arrêt de toute nouvelle déréglementation du droit du travail, y compris de la loi sur les normes du travail.



Ces luttes pour la paix et contre la guerre, pour la défense des conditions de vie des travailleur·ses et pour la justice climatique, face à une crise climatique qui s'aggrave, se développent en réponse aux crises multiformes du système capitaliste. Alors que ces crises tendent à converger, nos mouvements et nos luttes doivent également se relier dans un seul et puissant courant. La situation actuelle n'exige rien de moins. ■

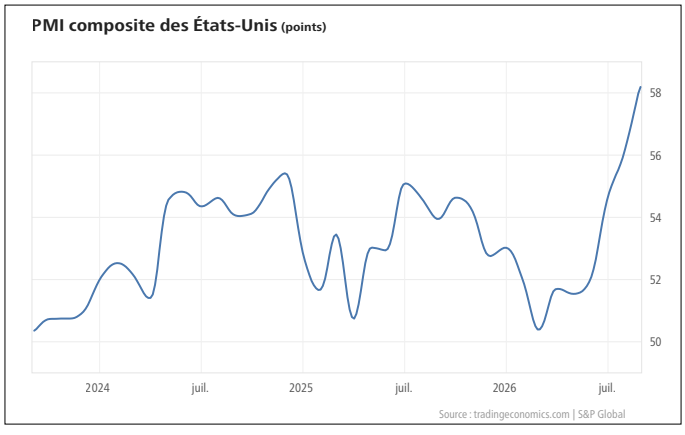
Le 24 août 2026

L'IA : le plus grand pari économique de l'histoire des États-Unis

L'économie des États-Unis continue de croître plus rapidement que celles des autres pays du G7, mais ce dynamisme s'explique par les investissements colossaux consacrés aux modèles d'IA, aux centres de données et à l'ensemble des puces et technologies liées à l'IA.

Par
Michael Roberts

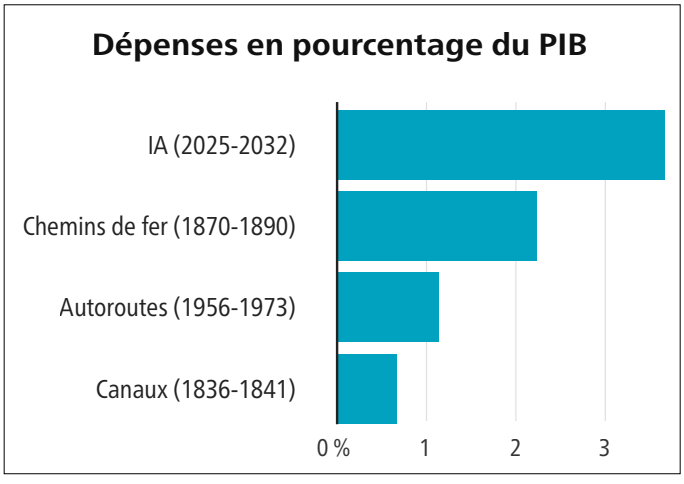
L'indice PMI composite étatsunien (indicateur de l'activité économique) est passé de 56 en août à 58,4 en septembre, ce qui représente la plus forte expansion de l'activité du secteur privé depuis juillet 2021 et marque un quatrième mois consécutif d'accélération de la croissance. Cette progression a été tirée par le secteur des services (y compris les services d'information), qui a enregistré sa plus forte hausse de production depuis plus de cinq ans, tandis que l'industrie manufacturière a également connu une accélération. Les nouvelles commandes ont progressé à leur rythme le plus rapide depuis avril 2022, et les embauches dans l'industrie manufacturière ont atteint leur plus haut niveau depuis février 2021.





Michael Roberts

Michael Roberts, économiste marxiste, est l'auteur de *The Long Depression : Marxism and the Global crisis of capitalism* (Haymarket, 2016) et *Marx 200 : A review of Marx's Economics 200 Years After His Birth* (Lulu, 2020).



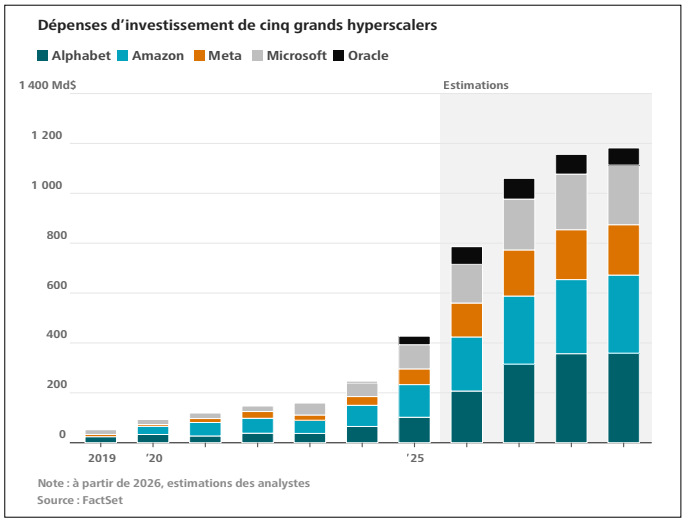
En juin dernier, j'avais déclaré que l'IA n'était qu'«un gros pari sur l'économie des États-Unis» (1). Mais aujourd'hui, en septembre, cela semble être un euphémisme. Le développement de l'IA est en passe de devenir le plus grand pari économique de l'histoire des États-Unis, éclipsant les investissements réalisés pour financer d'autres gigantesques projets d'infrastructure étatsuniens par le passé, tels que les chemins de fer au 19e siècle, le réseau autoroutier au 20e siècle et Internet au 21e siècle.

> *« Jamais auparavant l'économie des États-Unis n'avait été aussi dépendante du développement d'un seul secteur. »*

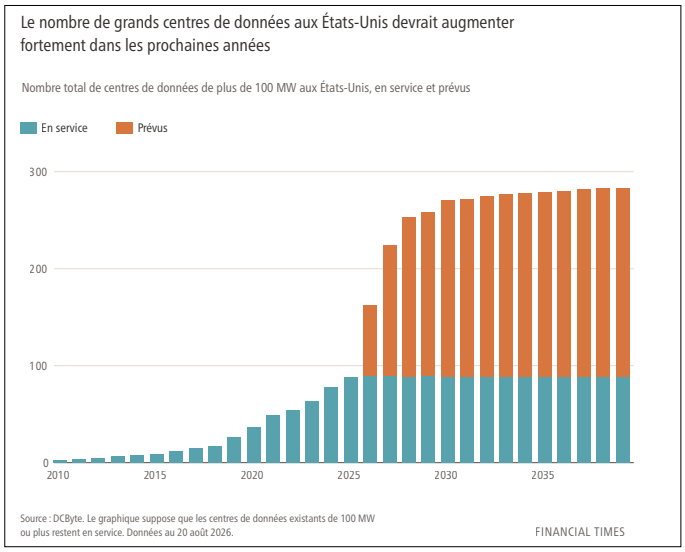
Selon FactSet, les analystes estiment que les dépenses d'investissement de cinq des *«hyperscalers»* – Alphabet, Amazon.com, Meta Platforms, Microsoft et Oracle – s'élèveront à 4 200 milliards de dollars au cours des quatre années s'achevant en 2029. Les dépenses consacrées aux centres de données dépassent celles consacrées aux canaux,

1) «AI : just one big trade», Michael Roberts, 6 juin 2026.

aux chemins de fer et au réseau électrique réunis; elles devraient totaliser 10 300 milliards de dollars entre 2025 et 2032, selon de nouvelles estimations de la Brookings Institution. Cela représente une moyenne stupéfiante de 3,6 % du PIB par an. Jamais auparavant l'économie des États-Unis n'avait été aussi dépendante du développement d'un seul secteur.

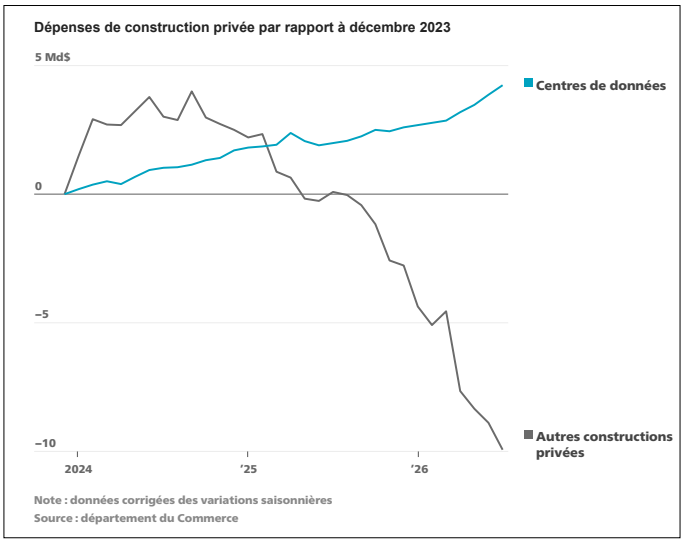


Jusqu'en juillet, 37 milliards de dollars ont été dépensés pour des centres de données privés, dont la plupart ne sont toujours pas opérationnels.

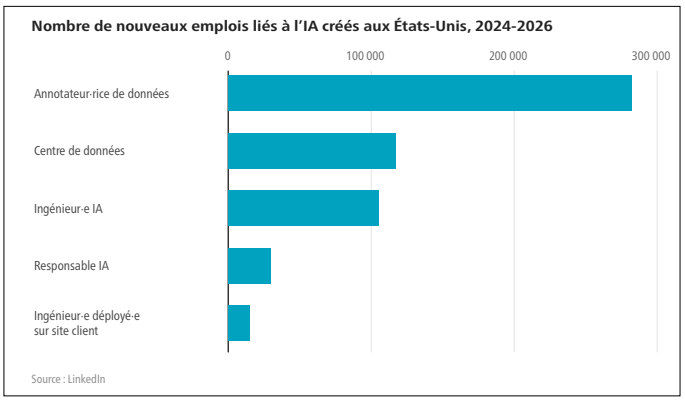


« Les investisseurs étrangers se ruent sur les actifs étatsuniens. Ils détiennent désormais un montant record de 39 000 milliards de dollars en actions et obligations étatsuniennes. »

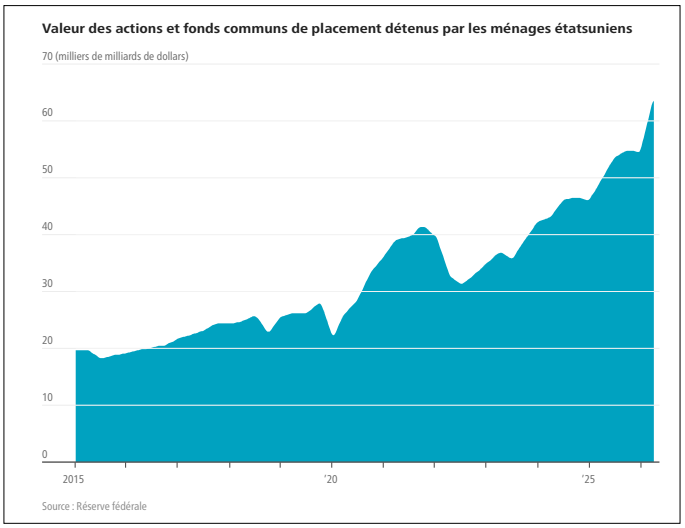
En revanche, les dépenses de construction privées aux États-Unis pour tous les autres secteurs – maisons, immeubles d'habitation, centres commerciaux, etc. – étaient au cours des sept premiers mois de cette année inférieures d'environ 46 milliards de dollars aux niveaux de l'année précédente.



Selon les estimations de LinkedIn, les investissements dans l'IA ont créé 750 000 nouveaux emplois depuis 2023. Et ces emplois sont bien rémunérés: le salaire annuel médian des offres d'emploi liées à l'IA sur LinkedIn s'élève à environ 180 000 dollars, contre 80 000 dollars pour l'ensemble des emplois.

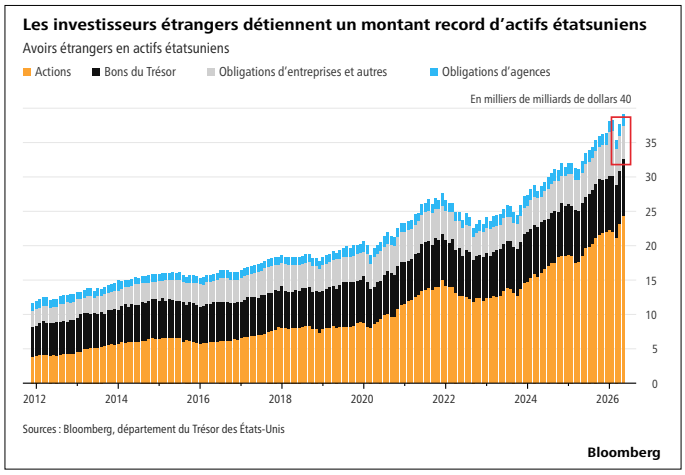


Mais surtout, les investissements dans l'IA ont entraîné une augmentation considérable de la richesse boursière. Au deuxième trimestre 2026, la valeur des actions et des fonds communs de placement étatsuniens s'élevait à 63 000 milliards de dollars,



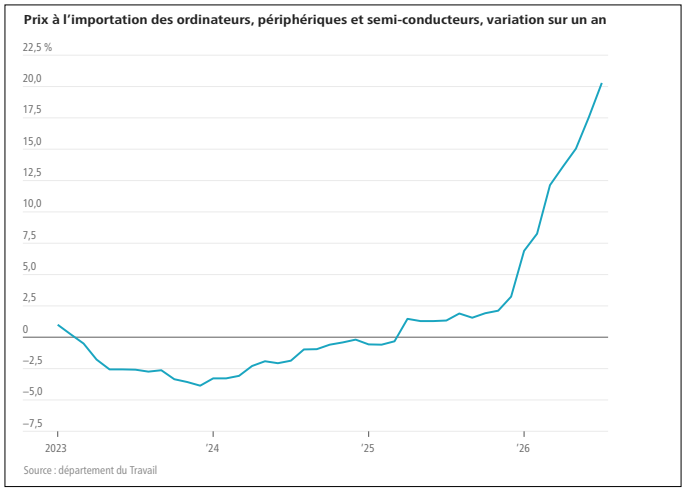
selon la Réserve fédérale – soit près du double du montant enregistré fin 2022. La majeure partie de cette augmentation de la richesse financière a profité à ceux qui étaient déjà riches, car les travailleur·ses possèdent peu d'actions ou d'obligations.

Les investisseurs étrangers se ruent sur les actifs étatsuniens. Ils détiennent désormais un montant record de 39 000 milliards de dollars en actions et obligations étatsuniennes, en hausse depuis 2022. Cela maintient le dollar relativement fort et fait grimper les cours boursiers. Les guerres en Ukraine et en Iran incitent les investisseurs étrangers à transférer leurs actifs vers les États-Unis pour profiter de cet essor.

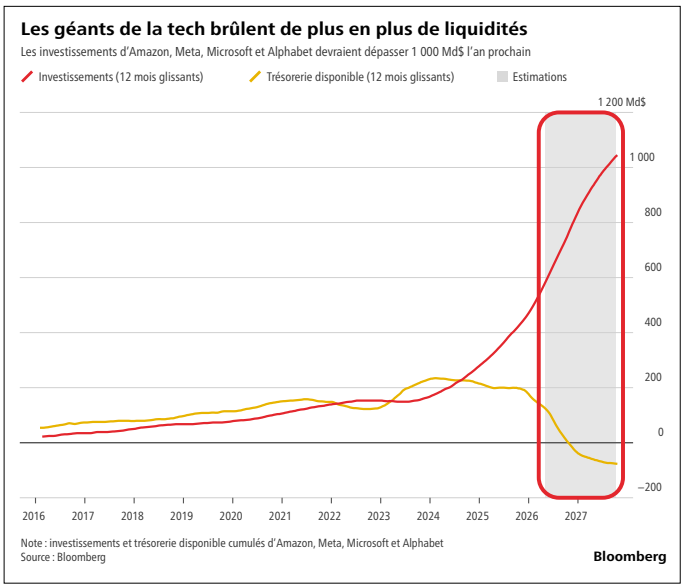


Dans le même temps, la demande d'équipements destinés aux centres de données, tels que les puces mémoire, fait grimper les coûts des produits technologiques. Les prix à l'importation des ordinateurs, des périphériques (tels que les disques durs) et des semi-conducteurs étaient, en août, supérieurs de 20 % à ceux de l'année précédente. Ces prix à l'importation élevés exercent à leur tour une pression à la hausse sur les coûts des biens de consommation, tels que les iPhones et les consoles de jeux, et contribuent à l'inflation générale.

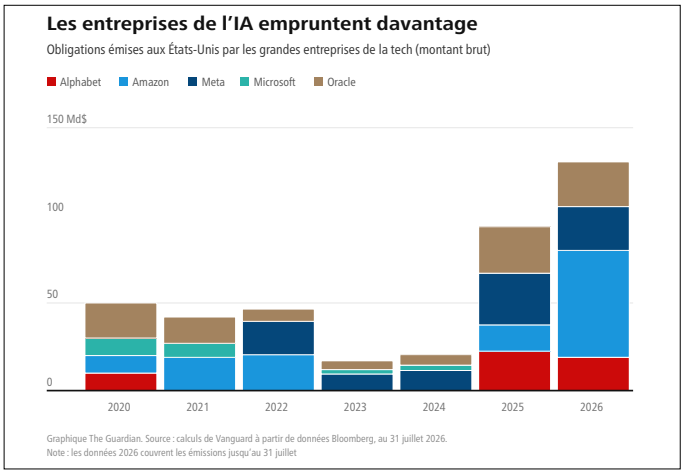
> *« L'écart entre les dépenses des hyperscalers et leurs flux de trésorerie se creuse rapidement. »*



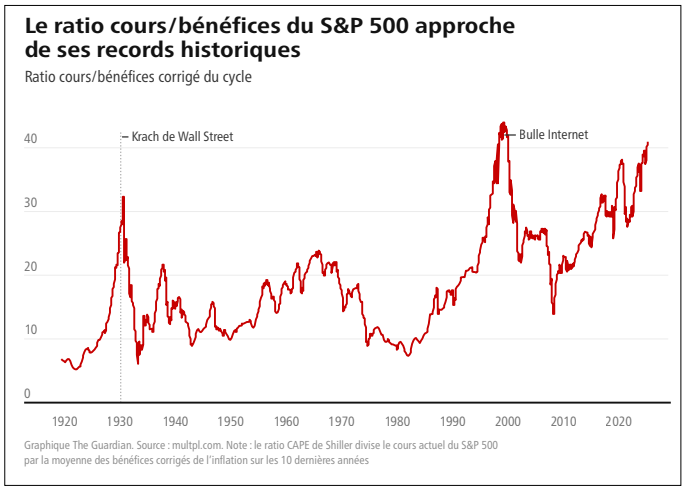
Mais voici le problème. L'écart entre les dépenses des *hyperscalers* et leurs flux de trésorerie se creuse rapidement. Les dépenses d'investissement d'Amazon, de Meta, de Microsoft et d'Alphabet devraient dépasser pour la première fois les 1 000 milliards de dollars en 2027. Dans le même temps, les «flux de trésorerie disponibles» combinés (c'est-à-dire les fonds provenant des bénéfices des activités existantes) devraient tomber en dessous de 100 milliards de dollars. Il y a un an, les flux de trésorerie disponibles s'élevaient à environ 200 milliards de dollars, tandis que les dépenses d'investissement atteignaient 300 milliards de dollars. Aujourd'hui, les dépenses en IA s'accélèrent alors même que les liquidités disponibles pour les financer s'amenuisent.



Plus cet écart se creuse, plus les *hyperscalers* doivent compter sur le marché de la dette et des capitaux propres pour financer leurs dépenses en IA.



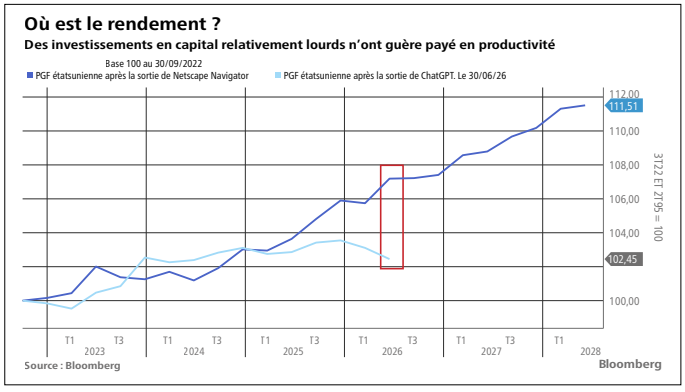
Le problème est que si les dépenses en IA ne génèrent pas de rendements (bénéfices) suffisants, le marché boursier pourrait connaître une chute brutale, les investisseurs prenant la fuite. Les cours boursiers étatsuniens sont massivement surévalués par rapport aux bénéfices actuels. Le ratio tendanciel entre les cours boursiers et le bénéfice par action (appelé ratio CAPE) est supérieur au niveau enregistré juste avant la crise financière de 2008 et frôle celui observé juste avant l'éclatement de la bulle Internet de 2000.



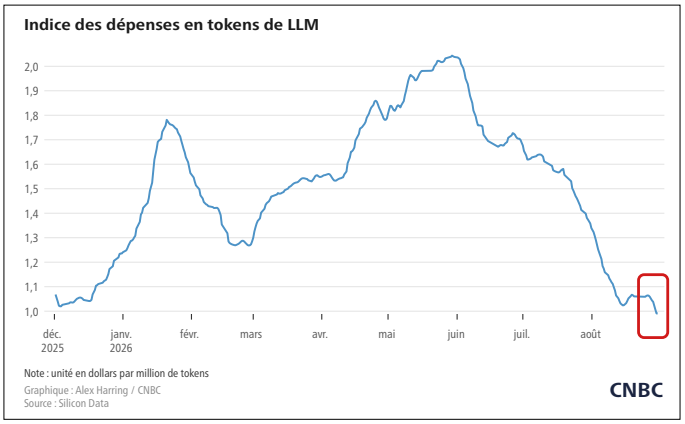
Les bénéfices seront-ils au rendez-vous ? Une étude de Fathom Consulting montre que, pour que le boom de l'IA, qui représente plusieurs milliers de milliards de dollars, devienne rentable, il faudrait que le chiffre d'affaires lié à l'IA des entreprises technologiques concernées augmente de 600 à 800 milliards de dollars au cours des deux prochaines années. Or, le cabinet de conseil Panmure Liberum a calculé que les prévisions actuelles en matière de dépenses d'investissement et de chiffre d'affaires jusqu'en 2030 laissent entrevoir un taux de rentabilité interne négatif du capital investi pour Alphabet, Meta, Microsoft et Oracle.

> *« Les prix des jetons s'effondrent, car des modèles moins chers et des concurrents chinois open source rendent l'utilisation de l'IA de plus en plus abordable. »*

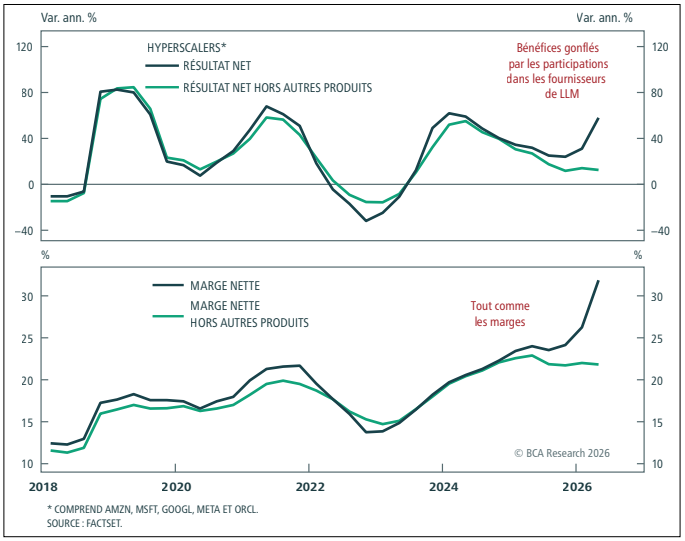
Soit les *hyperscalers* réduisent considérablement leurs dépenses d'investissement dans l'IA à des niveaux permettant de générer un bénéfice raisonnable sur le capital déjà investi, soit, par miracle, ils parviennent à dégager une rentabilité massive grâce à une forte augmentation de la demande future de produits d'IA. S'ils réduisaient leurs dépenses, ce serait pour les investisseurs le signal que l'IA ne tient pas ses promesses, et ceux-ci se débarrasseraient de leurs actions en conséquence. Un krach s'ensuivrait. Ils doivent donc continuer à dépenser de plus en plus.



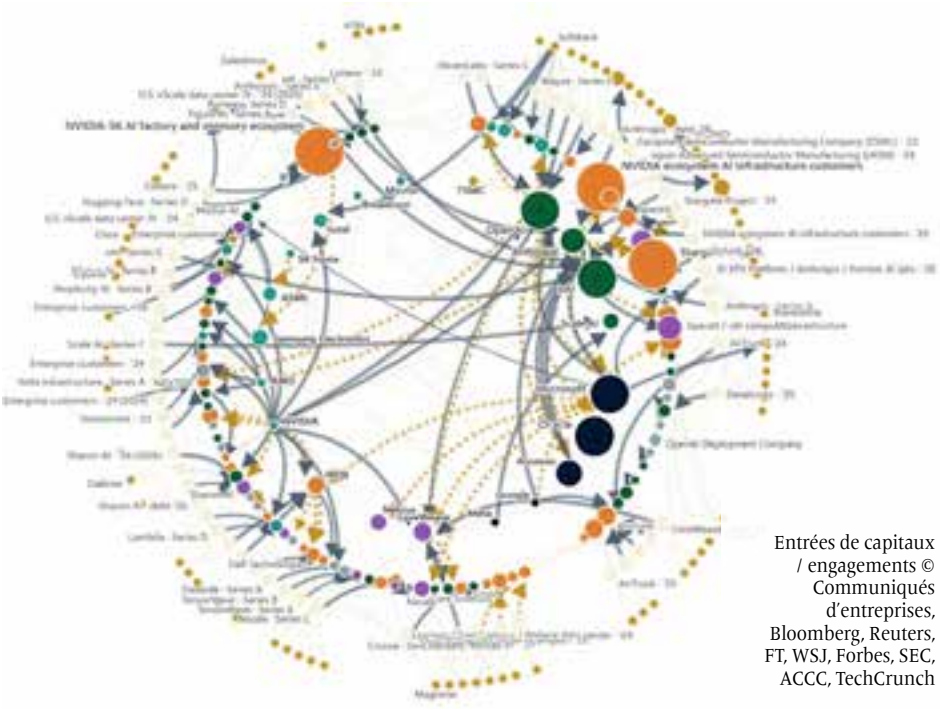
Dans le même temps, ce que les entreprises peuvent facturer pour les coûts de calcul liés à l'IA (les jetons, ou *tokens*) chute rapidement. L'indice LLM Token Expenditure, qui suit le prix du marché payé par les entreprises pour les résultats des modèles d'IA, est tombé à seulement 0,97 dollar, son plus bas niveau depuis la création de l'indice à la fin de l'année dernière et plus de 50 % en dessous de son pic estival. Les prix des jetons s'effondrent, car des modèles moins chers, des concurrents chinois *open source* et la baisse des coûts d'inférence rendent l'utilisation de l'IA de plus en plus abordable. Cela érode la croissance des revenus des laboratoires d'IA, ce qui rend plus difficile le financement des dépenses liées à l'infrastructure d'IA.



Les laboratoires d'IA (OpenAI et Anthropic) continuent d'affirmer qu'ils réaliseront bientôt d'importants bénéfices et que les *hyperscalers* finiront donc par obtenir leur part du butin. Mais une grande partie de ces affirmations repose sur des estimations de bénéfices douteuses. Les gains liés aux investissements dans l'IA embellissent de plus en plus les résultats, les « autres revenus » (contrats avec d'autres entreprises d'IA) représentant désormais 54 % du résultat avant impôts.

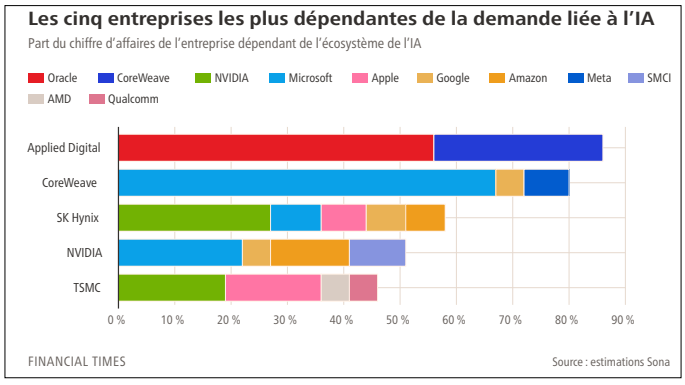


En effet, les entreprises d'IA ne parviennent à se maintenir à flot que grâce à ce qu'on appelle le « financement circulaire », où une entreprise prête des fonds à une autre, laquelle déclare ensuite avoir réalisé un bénéfice. Sona Asset Management a cartographié l'univers de l'IA et répertorié les interconnexions entre les principaux acteurs. Chacun dépend de tous les autres pour tenir ses engagements.



Entrées de capitaux / engagements © Communiqués d'entreprises, Bloomberg, Reuters, FT, WSJ, Forbes, SEC, ACCC, TechCrunch

Sona a également constaté que le chiffre d'affaires des entreprises d'IA est presque entièrement lié aux décisions d'investissement d'un ou deux autres acteurs du secteur. Un effondrement systémique en gestation.



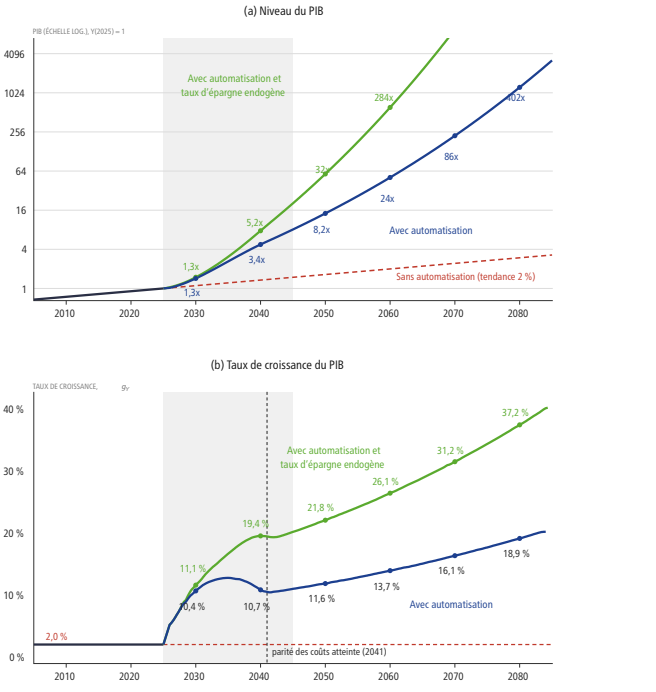
Une question clé est de savoir si l'IA va réellement entraîner un changement radical de la productivité du travail aux États-Unis, susceptible de stimuler le progrès économique pendant toute une génération. Le laboratoire d'IA Anthropic souhaite émettre en novembre des actions d'une valeur de 100 milliards de dollars auprès du public (valorisant ainsi l'entreprise à 2 000 milliards de dollars !). Pour étayer son argumentation, il a publié un rapport (2) dans lequel il affirme que si l'IA décolle réellement, le PIB étatsunien pourrait augmenter de 32 % d'ici 2030 (!), soit une croissance annuelle du PIB pouvant atteindre 15 % (contre une croissance actuelle aux États-Unis de 2,5 % au mieux).

> *« Anthropic a publié un rapport dans lequel il affirme que le PIB étatsunien pourrait augmenter de 32 % d'ici 2030. C'est une absurdité totale. »*

C'est une absurdité totale qui part du principe que l'IA contribuera à stimuler la croissance de la productivité dès lors que toutes les entreprises des États-Unis adopteront des agents et des outils d'IA pour gérer leurs activités, tout en licenciant des millions de travailleur·ses dont elles n'auront plus besoin.

Historiquement, l'automatisation a progressé à un rythme d'environ 2 % des tâches par an pendant deux siècles, sans jamais faire passer la croissance bien au-delà de 2 %. Les « technologies génériques » passées ont mis des décennies à se généraliser, même une fois que la technologie elle-même fonctionnait. Par exemple, l'électrification a mis environ 40 ans à se répercuter sur la productivité des usines (3). De même, l'étude de Comin et Mestieri sur l'adoption des technologies dans différents pays (4) fait état de délais moyens d'adoption d'environ 45 ans, et encore de 7 à 18 ans pour les technologies plus récentes.

Figure : en théorie, il est facile d'obtenir une croissance explosive grâce à l'IA



L'adoption de l'IA semble être bien plus rapide (5) que celle de l'ordinateur personnel ou d'Internet, mais l'adoption n'est que la

2) « Scenarios for our Economic Future », Anthropic Economics Team (Anton Korinek, Chad Jones et al.), septembre 2026.
3) « The Dynamo and the Computer: An Historical Perspective on the Modern Productivity Paradox », Paul A. David, mai 1990, *The American Economic Review*, vol. 80, n° 2.
4) « Technology Diffusion: Measurement, Causes, and Consequences », Diego Comin et Martí Mestieri, 2014, *Handbook of Economic Growth*, vol. 2.
5) « The Rapid Adoption of Generative AI », Alexander Bick, Adam Blandin et David J. Deming, septembre 2024, *NBER Working Paper* n° 32966.

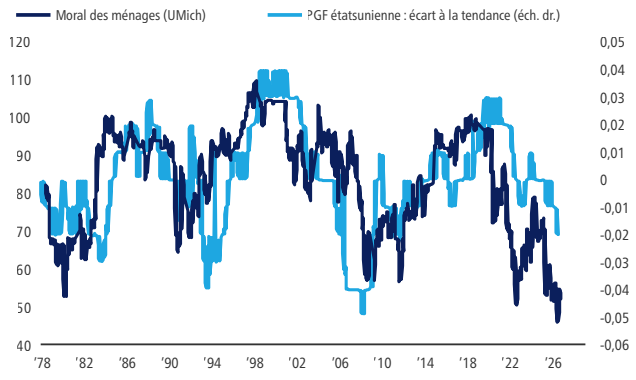
première étape: la productivité mesurée baisse généralement dans un premier temps, tandis que les entreprises réalisent les investissements complémentaires nécessaires, selon la «courbe en J de la productivité» de Brynjolfsson, Rock et Syverson (6). Même les acteurs les plus optimistes le constatent, à l'instar de Sam Altman qui a récemment admis (7): *«Je pense m'être trompé sur certains points, mais l'un d'entre eux, en termes de rapidité, concerne l'énorme inertie de l'économie.* […] *Nous avons tous été trop ambitieux quant aux délais.* […] *La société et l'économie s'adapteront plus lentement.»*

Et n'oublions pas que la plupart du travail est physique. Une explosion des capacités de l'IA est avant tout une explosion des capacités cognitives. Or, seul un tiers environ de l'économie est constitué de tâches pouvant être effectuées sur un ordinateur (8). Le reste du PIB est produit dans les mines, sur les chantiers, dans les cuisines, les hôpitaux et les maisons de retraite. Automatiser les deux tiers de toutes les tâches d'ici 2035 nécessite donc des robots capables d'effectuer une grande partie du travail physique. Ces robots devraient être conçus, fabriqués, installés et entretenus par milliards en l'espace d'une décennie. Bien que des progrès soient indéniablement en cours, le développement de la robotique est plus lent que celui des logiciels, et les robots capables d'effectuer un large éventail de tâches physiques à un coût proche de celui d'un travailleur ne sont toujours pas en vue.

Jusqu'à présent, il existe peu de signes de gains de productivité à l'échelle de l'économie; en fait, la «productivité globale des facteurs» (une mesure de la productivité attribuable aux nouvelles technologies) passe sous sa tendance.

La productivité globale des facteurs passe sous la tendance

Moral des ménages (UMich) et écart de la PGF étatsunienne à la tendance (éch. dr.)

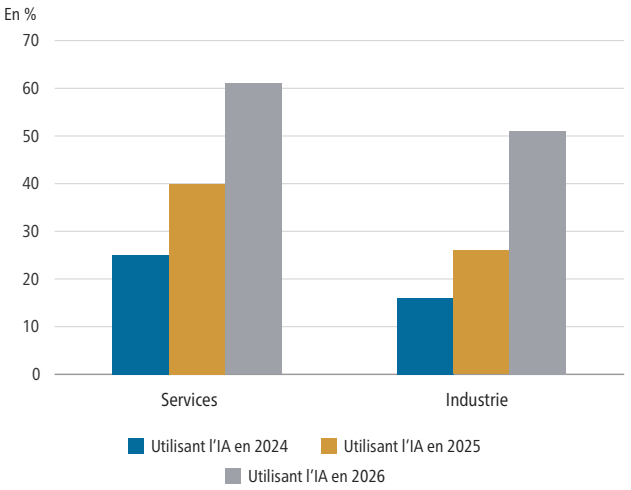


Source : BofA Global Investment Strategy, Bloomberg

BofA GLOBAL RESEARCH

Il est vrai que l'adoption de l'IA par les entreprises s'accélère, du moins parmi les entreprises de services. En seulement deux ans, l'utilisation de l'IA est passée de 25 % à 61 % dans les entreprises de services et de 16 % à 51 % dans le secteur manufacturier. Mais seuls 17 % des salariés du secteur des services et 7 % de ceux du secteur manufacturier utilisent réellement l'IA de manière régulière dans leur travail.

L'adoption de l'IA continue de progresser



Source : Federal Reserve Bank of New York, Regional Business Surveys, août 2024, 2025, 2026.
Note : les entreprises utilisant l'IA uniquement comme outil de recherche d'informations n'ont pas été comptées comme utilisatrices.

Comme l'a admis la Réserve fédérale de New York (9): *«La prochaine étape sera bien plus importante car, pour l'instant, l'IA aide principalement les personnes à rédiger, résumer, coder ou analyser plus rapidement. Demain, des agents et des outils spécialisés pourraient prendre en charge des flux de travail entiers. À ce moment-là, l'impact sur la productivité et l'emploi pourrait véritablement passer à un autre niveau. L'utilisation explose tandis que les dépenses des entreprises restent relativement limitées, mais le prix de l'intelligence ne cesse de baisser. C'est très encourageant pour la diffusion de l'IA et la productivité, mais beaucoup moins pour la monétisation de chaque acteur de l'écosystème».* En d'autres termes, la croissance de la productivité pourrait finir par augmenter, mais au détriment de la rentabilité, à mesure que les prix d'utilisation de l'IA baissent: une contradiction classique du capitalisme.

Et des failles subsistent dans la nature même des grands modèles de langage (LLM) de l'IA. Il y a deux ans, des chercheurs d'Oxford et de Cambridge ont prouvé que tout LLM entraîné uniquement sur du contenu généré par l'IA développe un dysfonctionnement irréversible. Chaque nouveau modèle n'apprend que de ce que le précédent a écrit. À la neuvième génération, le nouveau modèle avait oublié de quoi il parlait. Demandez-lui de parler des clochers médiévaux et il répondra par une liste de lièvres. Ils ont appelé cela l'«effondrement du modèle». Chaque fois que quelqu'un publie un contenu généré par une machine, le modèle suivant devient un peu plus médiocre.

Les signes avant-coureurs de l'effondrement à venir ne cessent de se multiplier. Une tendance à la hausse des taux d'intérêt, conjuguée à une baisse des cours obligataires, pourrait être le facteur déclencheur de la crise. Il pourrait également s'agir d'une introduction en bourse ratée (Anthropic, OpenAI), ou d'une concurrence croissante de la part des modèles de langage dits *«open weight»* provenant de Chine et d'ailleurs, qui font chuter les bénéfices. Le plus grand pari de l'histoire économique des États-Unis est extrêmement risqué. ■

Le 26 septembre 2026

6) «The Productivity J-Curve: How Intangibles Complement General Purpose Technologies», Erik Brynjolfsson, Daniel Rock et Chad Syverson, janvier 2021, *American Economic Journal: Macroeconomics*, vol. 13, n° 1.
7) «Sam Altman», entretien avec David Senra, 23 août 2026 (podcast).
8) «The economic consequences of automating remote work», Matthew Barnett, 10 janvier 2025, *Gradient Updates* (Epoch AI).
9) «Businesses Are Using AI to Transform Work, Not Cut Jobs», Jaison R. Abel, Richard Deitz, Natalia Emanuel et Nick Montalbano, 1er septembre 2026, *Liberty Street Economics* (Federal Reserve Bank of New York).

Pablo, la guerre d'Algérie et les risques de la solidarité

L'arrestation en juin 1960 à Amsterdam de Michel Raptis dit «Pablo» et de son camarade néerlandais Sal Santen fut le déclencheur d'une série de révélations concernant le travail de solidarité avec l'Algérie mené par certains membres de la Quatrième Internationale.

Par
Alex de Jong

Avec un petit nombre de camarades, Pablo et Santen avaient organisé un soutien matériel à la lutte algérienne contre le colonialisme français. L'un des aspects de cette activité était particulièrement controversé : la fabrication de fausse monnaie. L'«affaire Raptis et Santen» donna lieu à de vifs débats au sein de la direction de la Quatrième Internationale et mit en évidence de profondes divergences politiques.

Santen et Pablo furent accusés de ce qui aujourd'hui serait appelé «soutien à une organisation terroriste», le Front de libération nationale (FLN) algérien. L'Algérie était une colonie française depuis 1830. Près d'un million de colons français·es y vivaient. Comparé·es aux musulman·es d'Algérie, plongé·es dans la pauvreté et dominé·es politiquement, ces colons, bien qu'ils ne soient souvent pas très prospères, jouissaient d'avantages structurels et étaient dans leur majorité favorables au colonialisme. En novembre 1954, le FLN engagea la lutte armée pour l'indépendance de l'Algérie. L'État français répondit par une violence brutale, le recours systématique à la torture et la terreur de masse. Mais la gauche se trouva divisée sur la réaction à adopter.

Fallait-il appeler à la «paix» ou appuyer les rebelles ? De larges secteurs de la gauche refusèrent la deuxième option. Le Parti communiste français (PCF) avait soutenu en 1945 la répression de révoltes anticoloniales en Algérie. Il s'inscrivait dans la continuité de la stratégie de front populaire qu'il avait adoptée dans les années 1930. Afin de préserver son alliance avec des forces bourgeoises, le PCF acceptait la domination coloniale, au moins temporairement. Pour donner une justification «théorique» à la poursuite de la domination française, le dirigeant du PCF Maurice Thorez avait affirmé en 1939 qu'il n'existait pas de nation algérienne en tant que telle. Selon lui, l'Algérie était une «nation en formation», une nation qui inclurait les musulman·es et les juif·ves algérien·nes ainsi que les colons européen·nes (1).

Le «Front républicain» qui arriva au pouvoir en 1956 était une coalition de partis sociaux-libéraux et sociaux-démocrates, soutenue sans participation par le PCF. Le président du Conseil, alors que la lutte armée menée par le FLN s'intensifiait, était Guy Mollet de la SFIO. Le PCF, dont l'orientation était la formation d'un gouvernement de coalition avec les sociaux-démocrates, succomba au nationalisme français. En 1956, il vota en faveur des pouvoirs spéciaux pour les autorités coloniales. Une Algérie indépendante, affirmait le PCF, tomberait facilement sous l'influence des États-Unis.



Michel Raptis, dit Pablo.



Alex de Jong

Alex de Jong est codirecteur de l'Institut international pour la recherche et l'éducation (IIRE) à Amsterdam, aux Pays-Bas, et rédacteur en chef du site web socialiste néerlandais Grenzeloos.org.

Organiser la solidarité

L'incapacité d'une grande partie de la gauche et du mouvement ouvrier français à soutenir la lutte de libération algérienne

1) Jakob Moneta, *Die Kolonialpolitik der französischen KP*, Hanovre : Verlag für Literatur und Zeitgeschehen, 1968, p. 101.

montrait que l'idée d'une «solidarité organique» du prolétariat des pays colonisateurs avec les peuples colonisés était une illusion, écrivit Frantz Fanon, militant du FLN, fin 1957 (2). Mais bien qu'abandonné par de nombreux secteurs du mouvement ouvrier, le FLN trouva du soutien parmi certaines couches radicales: chrétien·nes de gauche, communistes et socialistes en dissidence, anarchistes et trotskistes (3).

À la fin des années 1950, Clara Benoits, une militante du PCF critique, et Henri Benoits, un militant de la Quatrième Internationale, créèrent des liens à l'usine Renault de Billancourt avec les travailleurs algériens et se mirent à aider le FLN à organiser les ouvriers. Différent·es militant·es de la Quatrième Internationale organisèrent un soutien politique à la lutte pour l'indépendance de l'Algérie et fournirent également une assistance pratique. Le savoir-faire de militant·es de la Quatrième Internationale joua par exemple un rôle important dans la production et la distribution du journal *Résistance algérienne*, l'une des publications du FLN du début de la guerre (4). Le poète et traducteur Sherry Mangan, qui vivait en France, fut chargé d'aider les Algérien·nes (5). En Allemagne, le journal *Freies Algerien* fut produit par des militant·es de la Quatrième Internationale (6). Heinrich Schüller (1901-1962), médecin et membre de l'organisation Internationalen Kommunisten Österreichs, travailla dans un hôpital du FLN en Tunisie (7).

> *«Pablo insistait davantage que Mandel sur le rôle transformateur de la lutte et était plus sensible au potentiel radical de secteurs qui ne faisaient pas partie du prolétariat industriel.»*

D'autres militant·es de la Quatrième Internationale en Belgique, en France et en Allemagne furent «porteur·ses de valise» et, mettant à profit leurs nationalités européennes, transportèrent clandestinement des documents, de l'argent et parfois des armes pour le FLN. Le militant allemand Jakob Moneta utilisa son poste d'attaché à l'ambassade d'Allemagne de l'Ouest à Paris pour faire entrer en contrebande d'importantes sommes d'argent collectées auprès des travailleur·ses algérien·nes de France. Michel Raptis dit «Pablo», alors membre du Secrétariat international de la Quatrième Internationale, était lui aussi fortement impliqué dans ce travail de solidarité. Un jour, avec son camarade allemand Georg Jungclas, Pablo transporta 200 millions d'anciens francs (l'équivalent de 5 millions d'euros) pour les déposer sur un compte en banque allemand du FLN. Cette forte somme attira l'attention des employé·es de la banque et les deux hommes furent invités à fumer un cigare dans le bureau du directeur. Après tout, ils devaient être des clients importants (8).

«Il me faut savoir ce que vous attendez de nous. Nos moyens sont limités, mais nous ferons tout ce que nous pourrons», dit Pablo à son contact du FLN, Mohammed Harbi, lorsqu'ils se rencontrèrent pour la première fois (9). Mohammed Harbi représentait la Fédération de France, l'organisation du FLN en métropole. Mohammed Harbi, qui se décrivait comme un *«marxiste dans une organisation nationaliste»*, était particulièrement influencé par le marxisme hétérodoxe de Socialisme ou barbarie, un groupe issu du trotskisme qui avait évolué vers des positions conseillistes. Harbi connaissait bien le mouvement ouvrier européen et savait cultiver des liens avec la gauche dissidente, qu'il s'agisse de membres du PCF en désaccord avec leur direction ou de la Quatrième Internationale. Il était particulièrement proche de Pablo et garda de lui le souvenir d'un idéaliste généreux, de quelqu'un qui aimait l'aventure et était horrifié à l'idée de n'être qu'un spectateur (10).

Une solidarité prolétarienne pratique

Pablo, qui vivait à Amsterdam depuis 1958, voulait faire davantage. Il considérait qu'en apportant son soutien à la lutte d'indépendance algérienne, une tâche importante en elle-même, la Quatrième Internationale pourrait également se construire et sortir de son isolement (11). Pablo avait de grands espoirs quant au développement d'un courant marxiste révolutionnaire au sein du mouvement indépendantiste algérien. Mais pour être crédible aux yeux des Algérien·nes qui se radicalisaient, la Quatrième Internationale devait d'abord prouver sa valeur. Pablo imagina plusieurs propositions pour ce faire. Mais son idée d'organiser des volontaires pour le FLN sur le modèle


lundi 5 septembre 1960 — L'AURORE

Semaine de procès politiques

AUJOURD'HUI DEVANT LE TRIBUNAL MILITAIRE DE PARIS

LES ADEPTES DU "PROFESSEUR" JEANSON

(en fuite) chef du réseau de soutien F.L.N.

Coupure de L'Aurore, 5 septembre 1960.

2) Frantz Fanon (édition établie par Jean Khalfa et Robert J. C. Young), *Écrits sur l'aliénation et la liberté*, Paris: La Découverte, 2015.
3) Sylvain Pattieu, *Les Camarades des frères. Trotskistes et libertaires dans la guerre d'Algérie*, Paris: Syllepse, 2002.
4) Sylvain Pattieu, «Le "camarade" Pablo, la IVe Internationale, et la guerre d'Algérie», *Revue historique*, 2001/3 n° 619, p. 695-729, p. 701.
5) Alan M. Wald, *The Revolutionary Imagination. The Poetry and Politics of John Wheelwright and Sherry Mangan*, Chapel Hill: The University of North Carolina Press, 1983, p. 228, 229.
6) *Von der proletarischen Freidenkerjugend im Ersten Weltkrieg zur Linken der siebziger Jahre, Georg Jungclas. 1902-1975: Eine politische Dokumentation*, Hambourg: Junius, 1980, p. 244-246.
7) *Fritz Keller, Solidarität der österreichischen Linken mit der algerischen Widerstandsbewegung*, thèse de doctorat, Universiteit van Amsterdam, 2010, p. 154, 155.
8) Claus Leggewie, *Kofferträger. Das Algerien-Projekt der Linken im Adenauer-Deutschland*, Berlin: Rotbuch Verlag, 1984, p. 104-105.
9) Mohammed Harbi, *Une vie debout. Mémoires politiques. Tome 1: 1945-1962*, Paris: La Découverte, 2001, p. 228.
10) Harbi, *Une vie debout*, p. 228.
11) Hall Greenland, *Michel Pablo ou L'odyssée d'un trotskiste hérétique*, Paris, Syllepse, 2025.

des Brigades internationales fut rejetée. Le FLN avait assez de combattant·es. Mais il avait un besoin constant de faux papiers pour son activité en Europe. Peut-être Pablo pouvait-il aider sur ce point ? C'est via Sal Santen, un militant hollandais proche de Pablo, que fut trouvée la personne idéale : Ab Oeldrich.

Oeldrich avait un passé illustre. Avant-guerre, il avait été membre du Parti socialiste indépendant (OSP), une scission de gauche de la social-démocratie qui avait été l'une des signataires de la « Déclaration des quatre » appelant à une nouvelle Internationale (12). Pendant l'occupation des Pays-Bas par l'Allemagne nazie, Oeldrich avait été l'une des figures centrales de l'organisation clandestine Groep Gerretsen (13). Baptisé du nom d'un travailleur tué par la police lors de manifestations en 1934, le Groep Gerretsen joua un rôle important dans la résistance. Il fabriqua un grand nombre de faux papiers afin d'aider celles et ceux qui se cachaient des nazis et aida à la production de journaux clandestins de gauche. Cette organisation était d'une remarquable efficacité : un seul de ses membres fut capturé par les nazis, et son arrestation n'était pas due à son activité pour le groupe. Oeldrich n'était pas un partisan de la Quatrième Internationale, mais il avait gardé ses convictions socialistes de gauche et il n'hésita pas lorsqu'on lui demanda de soutenir la lutte en cours en Algérie (14).

Pendant ce temps, la Fédération de France du FLN approcha Pablo pour lui demander s'il pouvait aider à produire des armes pour ses combattant·es. Après une certaine hésitation, Pablo accepta et demanda à Jungclas de l'aider dans ce projet ambitieux d'organiser la production d'armes. Les ateliers seraient installés au Maroc. Le Maroc était indépendant depuis 1956 et le FLN pouvait y agir relativement librement. Une partie des machines nécessaires furent achetées en Europe. D'autres équipements vinrent de Chine. Jungclas fit des allers-retours entre l'Europe et l'Afrique du Nord pour organiser la livraison des équipements et surtout pour organiser les travailleur·ses de l'usine.

Originaires de différents pays, des militants et sympathisants de la Quatrième Internationale possédant les compétences nécessaires vinrent produire des armes, notamment des mitraillettes. Jungclas et ses camarades trouvèrent par exemple des militants de Die Falken, une organisation de jeunesse liée au SPD, qui étaient prêts à travailler dans l'usine d'armement improvisée. D'autres vinrent des Pays-Bas. Parmi eux se trouvait un camarade néerlandais de Santen et Pablo, Max Plekker. Dans une interview donnée des décennies plus tard, son enthousiasme était toujours présent lorsqu'il racontait la solidarité « prolétarienne pratique » que ses camarades et lui avaient organisée (15). D'un point de vue purement militaire, cette production n'avait qu'une importance limitée, mais le fait que le FLN soit capable de fabriquer ses propres armes galvanisa les combattant·es et montra à la France leur détermination à poursuivre la lutte. Des photos de Houari Boumediene, le chef d'état-major de l'Armée de libération nationale (ALN), la branche armée du FLN, en train de visiter l'usine, furent distribuées comme cartes postales aux combattant·es (16).

> *« Pablo s'attendait à ce que la radicalisation « automatique » résultant des duretés de la lutte crée une audience pour les idées marxistes au sein du FLN. »*

Une « direction jacobine *sui generis* »

Pablo et ses camarades étaient un petit groupe, et il leur devint de plus en plus difficile d'accomplir toutes les tâches qu'ils s'assignaient. Pablo ne donnait que peu d'informations sur ce qu'il entreprenait aux autres dirigeant·es de la IVe Internationale. C'était en partie par souci de sécurité : mieux valait restreindre le nombre de personnes au courant de telles activités. Mais Pablo avait également des désaccords avec certains autres dirigeants de la IVe Internationale, comme Pierre Frank et Ernest Mandel. Le nœud de leurs divergences politiques était la question de l'estimation du potentiel révolutionnaire de la classe ouvrière en Europe occidentale et de déterminer le secteur où la possibilité de rupture révolutionnaire était la plus forte. Une comparaison entre les écrits de Mandel et ceux de Pablo de la fin des années 1950 et du début des années 1960 révèle des différences considérables entre eux.

Pour Mandel, le cœur de la révolution socialiste à venir devait être l'Europe, avec son mouvement ouvrier développé. Mandel, en marxiste classique, voyait la classe ouvrière industrielle comme la force qui non seulement avait le potentiel, du fait de son rôle crucial dans la production, de révolutionner la société, mais qui avait également un désir « instinctif » de la réorganiser sur une base socialiste. Cela résultait du fait que la classe ouvrière vivait directement les contradictions du processus de production, processus qui devenait de plus en plus complexe et « socialisé », alors même que les travailleur·ses restaient dominé·es et que les profits continuaient d'être accaparés par la classe capitaliste. Mandel le résumait ainsi : *« d'une part, la division croissante du travail déchire la force de travail sociale totale en une multitude de sortes de travail privé, tandis que d'autre part, l'interpénétration croissante de la vie économique sur un champ de plus en plus étendu conduit à la socialisation objective du travail »* (17).

Pablo, lui, insistait davantage que Mandel sur le rôle transformateur de la lutte et était plus sensible au potentiel radical de secteurs qui ne faisaient pas partie du prolétariat industriel. Cela l'amenait à mettre l'accent sur le potentiel révolutionnaire de travailleur·ses qui n'appartenaient pas à la classe ouvrière industrielle, comme les ouvrier·es agricoles et les paysan·nes pauvres. Leur dénuement contrastait fortement avec la situation des travailleur·ses européen·nes, qui jouissaient d'un *« climat économique relativement euphorique »*. La prospérité économique, affirmait Pablo, étouffait la lutte des classes (18).

Pour lui, la lutte d'indépendance algérienne se distinguait des autres luttes de libération nationale en Afrique. Le combat du FLN contre le colonialisme français avait pris un caractère de masse et Pablo considérait

12) « Déclaration sur la nécessité et les principes d'une nouvelle Internationale », le 26 août 1933.
13) Bart de Cort, *De Groep Gerretsen. Kroniek van een verzetsgroep,* La Haye : Sdu Uitgevers, 1998.
14) Sylvain Pattieu décrit Ab Oeldrich comme un « libertaire » et un ancien des Brigades internationales (*Les Camarades des frères*, p. 148). Il semble s'agir d'une confusion avec un autre Néerlandais, Joop Zwart (voir plus loin).
15) Voir le documentaire *Ernest Mandel : une vie pour la révolution*, de Chris Den Hond, en ligne. Le passage avec Max Plekker commence vers 18 min 50 s.
16) Leggewie, Koffer*träger*, p. 122 (cf. note 8).
17) Ernest Mandel, « The strategy of transitional demands », 1971.
18) Greenland, *Michel Pablo ou l'odyssée d'un trotskiste hérétique*.

comme *«évident qu'aussi bien la tendance des marxistes révolutionnaires que les forces essentielles d'un* Parti ouvrier de masse *de demain»* émergeraient *«de l'inévitable différenciation sociale et politique au sein du FLN actuel»* (19). Pablo s'attendait à ce que la base plébéienne du FLN, composée d'ouvrier·es agricoles et de paysan·nes pauvres ainsi que d'artisan·es et d'ouvrier·es des villes, adopte des positions radicales sur les questions sociales à mesure que la lutte se développerait. En réponse à une lettre ouverte du SWP américain qui critiquait le FLN, Mangan exprima un tel point de vue de façon particulièrement explicite, écrivant que le parti *«préparait objectivement l'Algérie socialiste et le Moyen-Orient socialiste de demain»* en organisant la lutte de masse pour l'indépendance (20). La prépondérance numérique au sein du FLN des couches plébéiennes par rapport aux dirigeants petits-bourgeois et bourgeois était cruciale. Cela devait donner à la révolution algérienne un caractère «bien plus profond» et la rendre bien moins susceptible d'être contrôlée par la bourgeoisie. Le déroulement lui-même de la lutte favoriserait une radicalisation sociale croissante. C'est du moins ce que pensait Pablo.

> *«Les révélations sur la fabrication de fausse monnaie créèrent des remous chez les camarades de Pablo et Santen. Ce plan, qui semblait très proche d'une malversation, pouvait-il être expliqué aux partisan·es du mouvement?»*

À plusieurs occasions, Pablo débattit des idées de Frantz Fanon, de façon critique mais empreinte de sympathie. Fanon défendait que les couches les plus opprimées de la société seraient également les plus révolutionnaires. Cela était particulièrement vrai pour la paysannerie pauvre: elle seule, insistait Fanon dans *Les Damnés de la terre*, était révolutionnaire, car elle n'avait *«rien à perdre et tout à gagner. Le paysan, le déclassé, l'affamé est l'exploité qui découvre le plus vite que la violence, seule, paye. Pour lui, il n'y a pas de compromis, pas de possibilité d'arrangement. La colonisation ou la décolonisation, c'est simplement un rapport de forces»* (21). Le prolétariat des sociétés colonisées était, aux yeux de Fanon, *«le noyau du peuple colonisé le plus choyé par le régime colonial»*. *«Le prolétariat embryonnaire des villes est relativement privilégié»*, ajoutait-il (22). Et de ce fait il ne prendrait que des positions modérées au sein du mouvement national. Dans une sorte de retournement dialectique, Fanon considérait que l'oppression la plus complète engendrait les révolutionnaires les plus radicaux. Cette vision tendait à établir une équivalence entre la combativité, c'est-à-dire la disposition à lutter, et le radicalisme politique.

Dans la recension qu'il fit des *Damnés de la terre*, Pablo acceptait dans une large mesure l'interprétation de Fanon du rôle de la paysannerie pauvre et du prolétariat, mais avec quelques réserves (23). Pablo insistait sur la nécessité pour la révolution algérienne de se lier au mouvement ouvrier international. Dans le cas de l'Algérie, Pablo considérait lui aussi qu'une *«direction jacobine* sui generis» avec une *«idéologie initiale nationale-révolutionnaire»*, comme c'était le cas du FLN, pouvait, en s'appuyant sur la paysannerie pauvre, déclencher et diriger pour un temps la lutte révolutionnaire. Mais pour lui, «une direction prolétarienne, c'est-à-dire marxiste révolutionnaire, peut en faire autant et davantage». Pablo s'attendait à ce que la radicalisation «automatique» résultant des duretés de la lutte crée une audience pour les idées marxistes au sein du FLN.

Cette prédiction de Pablo fut déterminante dans son approche du travail de solidarité. Sa priorité était de gagner la sympathie des militant·es radicaux du FLN en montrant que la Quatrième Internationale devait être prise au sérieux en tant qu'organisation révolutionnaire. De cela découlait le fait que, quand les dirigeants du FLN lui adressaient des demandes, il ne considérait pas que sa tâche était de juger leurs plans, mais d'organiser l'assistance pratique qu'ils lui demandaient.

Trahison

Pablo reçut le soutien d'un petit groupe de camarades néerlandais·es. En premier lieu de Sal Santen (1915-1998). Santen était le gendre de Henk Sneevliet, le célèbre dirigeant socialiste révolutionnaire assassiné par les nazis. Maurice Ferares apporta également son assistance. Plus tard, Ferares dit qu'il n'avait rien fait d'autre que du *«travail administratif»* pour les deux hommes. Mais d'après la police des Pays-Bas, Ferares joua un rôle central dans les activités du groupe, c'était par lui que passait l'argent nécessaire à la confection de faux papiers et à l'achat d'équipements pour la fabrication d'armes. À en croire les



Publications du Parti communiste internationaliste, section française de la IVe Internationale

19) Michel Raptis, «La Révolution arabe», *Quatrième Internationale* n° 85 et 86, 1959.
20) Patrick O'Daniel (pseudonyme), «The Truth about the Algerian Revolution. An open letter to "The Militant"», *Fourth International*, printemps 1958, n° 2, p. 41-50. Wald, *The Revolutionary Imagination*, p. 228, 229.
21) Frantz Fanon, *Les Damnés de la terre*, Maspero, 1961.
22) Fanon, *Les Damnés de la terre*.
23) Michel Raptis, «"Colonials" and "Europeans"», *Fourth International*, n° 15, mai-juillet 1962, p. 30-34.

dossiers de police, le montant total s'élevait à près d'un million de florins, ce qui représenterait près de quatre millions d'euros d'aujourd'hui (24) !

Ce petit groupe n'était pas en mesure d'accomplir tout ce qu'on lui demandait, mais Pablo en particulier tenait à ne pas décevoir le FLN. Pablo insista auprès de Santen pour qu'il trouve d'autres personnes pour les aider, et Santen à son tour poussa Oeldrich à travailler plus vite. C'est en cherchant d'autres personnes pour les appuyer qu'Oeldrich fit une erreur qui fut fatale à toute l'opération.

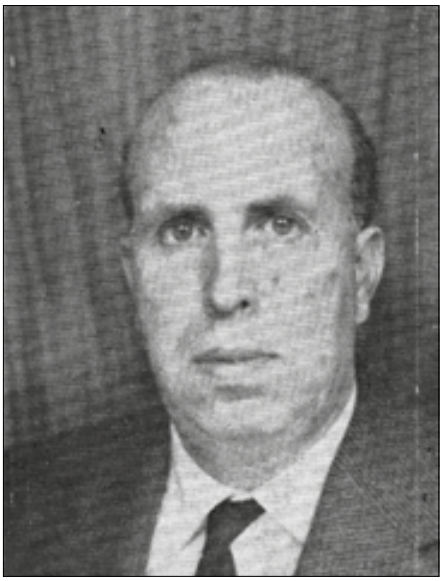
Sans rien dire aux autres, et contre les avis pressants de Santen, Oeldrich approcha Joop Zwart pour qu'il leur prête assistance. À première vue, Zwart serait passé pour un bon candidat. Il avait été formé à l'École Lénine de l'Internationale communiste, avant de rompre avec le PC et de rejoindre le Parti socialiste révolutionnaire de Sneevliet. Durant la guerre d'Espagne, Zwart avait combattu aux côtés des anarchistes contre les fascistes de Franco. Il avait passé la plus grande partie de la Seconde Guerre mondiale dans un camp de concentration. Là-bas, les nazis donnaient aux prisonniers diverses tâches relatives au fonctionnement du camp. Du fait de ses connaissances en langues (en plus du néerlandais, Zwart parlait allemand, français, espagnol et russe), il devint interprète et travailla dans l'administration du camp. Zwart put utiliser sa situation pour aider d'autres prisonniers, en leur donnant des informations et en falsifiant les fichiers. Évidemment, si les nazis en avaient eu vent, il aurait été tué immédiatement.

Après la guerre, Zwart disposait d'un large réseau de personnes qu'il avait pu aider au camp. Mais ce réseau avait également suscité des doutes à gauche. Selon des rumeurs persistantes, Zwart, qui avait rejoint le Parti travailliste (PvdA, social-démocrate), était en lien avec les services secrets occidentaux. De tels bruits n'impressionnaient pas Oeldrich. Après tout, lui aussi avait coopéré avec la police politique lorsqu'elle cherchait des nazis et des collaborateurs. Mais ce qui pour Oeldrich n'avait été qu'un bref épisode était devenu chez Zwart une coopération soutenue, comme la suite des événements allait le révéler (25).

Le projet d'Osnabrück

Pendant ce temps, un nouveau plan avait pris forme, provenant semble-t-il d'Omar Boudaoud et d'Ali Haroun de la Fédération de France du FLN (26). En France, les billets de 100 francs étaient sur le point d'être remplacés, et pendant une période transitoire les billets anciens et nouveaux seraient simultanément en circulation. Ne serait-il pas possible de produire de faux francs à grande échelle ? Il allait falloir du temps pour que la population s'habitue aux nouveaux billets, et des contrefaçons pourraient facilement être mises en circulation via les milliers d'Algérien·nes travaillant en France. La France était déjà sous tension, et peut-être qu'une importante quantité de fausse monnaie pourrait créer encore plus d'agitation, voire causer une crise économique ?

Avec l'argent du FLN, une imprimerie secrète fut mise en place dans la ville allemande d'Osnabrück. Il fut décidé qu'Oeldrich dirigerait l'équipe qui ferait tourner les presses. Hubertus Hompe, qui avait été recruté par Zwart pour l'aider dans la contrefaçon, le rejoindrait sur place. Hompe ne s'intéressait pas à la politique, mais il était au chômage et possédait les compétences requises. Oeldrich demanda de l'aide à son vieux contact allemand Helmut Schneeweiss pour mettre en place l'imprimerie. Schneeweiss avait adhéré au KPD dans les années 1920 et avait été membre de la Ligue des combattants du front rouge (Rotfrontkämpferbund, RFB). Après que le RFB eut été dissous par les autorités en 1929, il continua à être actif dans les organisations paramilitaires du parti. Il fut exclu du KPD pour avoir, en contradiction avec la ligne ultra-sectaire de la «troisième période», coopéré avec d'autres organisations révolutionnaires pour organiser une défense commune face aux nazis (27). Schneeweiss rejoignit le mouvement trotskiste et passa la guerre dans la clandestinité aux Pays-Bas. Sur place, il travailla avec Oeldrich avant de retourner en Allemagne en 1945 (28).





Michel Raptis et Sal Santen

Mais avant que la première série de billets ne soit terminée, la police intervint. Hompe, Oeldrich, Schneeweiss et Ahmed Abbas, leur contact du FLN, furent arrêtés. Les arrestations à Amsterdam suivirent moins de deux heures plus tard.

Il devint vite évident que quelqu'un avait trahi l'opération. Hompe avait tout raconté à la police allemande. Peu après son interpellation, il fut relâché à la frontière néerlandaise sans poursuites

24) Le volumineux dossier que les services néerlandais gardaient sur Maurice Ferares contient une liste des transactions passées par son compte pour l'achat d'équipement d'imprimerie et de machines destinées à la production d'armes. Nationaal Archief, Den Haag, Binnenlandse Veiligheidsdienst en Voorgangers, Persoonsdossiers, nummer toegang 2.04.125, inventarisnummer 40878.

25) Igor Cornelissen, *Alleen tegen de wereld. Joop Zwart, de geheimzinnigste man van Nederland*. Amsterdam : Nijgh & Van Ditmar, 2003. Les détails de la collaboration de Zwart avec les services de renseignement restent encore troubles de nos jours, et ce n'est pas sans raison que son biographe le qualifie d'«homme le plus mystérieux des Pays-Bas». Zwart continua à évoluer vers la droite et, vers la fin de sa vie en 1991, il faisait partie de cercles d'extrême droite et racistes.

26) Ali Haroun, *La 7e Wilaya – La guerre du FLN en France 1954-1962*, Paris : Éditions du Seuil, 1986, p. 33.

27) Pour ce qui est des activités de Schneeweiss dans le mouvement trotskiste allemand d'avant-guerre, voir : Wolfgang Alles, *Für Einheitsfront gegen Faschismus : Zur Politik und Geschichte der Linken Opposition ab 1930*, Cologne : Neuer ISP Verlag, 2022.

28) De Cort, *De Groep Gerretsen*, p. 75.

judiciaires. Dans son témoignage lors du procès de Pablo et Santen, Hompe confirma qu'il avait eu des entretiens réguliers avec la police. D'après Hompe, Zwart était en contact avec les services secrets néerlandais, le BVD, et lui avait demandé de contacter la police allemande. Hompe, qui prétendait avoir agi sur ordre de Zwart, apparut à tous comme un homme faible et naïf. La figure quelque peu pitoyable de Hompe tranchait avec la confiance de Zwart, qui prit plaisir à irriter Pablo de ses remarques sarcastiques. Zwart déclara à la police qu'il avait pris part à l'opération de contrefaçon dans le but de récolter le nom des personnes impliquées et d'informer les autorités (29). Pendant le procès, Zwart fut interrogé à huis clos, et en décembre 1961 il fut acquitté.

Une campagne internationale

Les révélations sur la fabrication de fausse monnaie créèrent des remous chez les camarades de Pablo et Santen. Ce plan, qui semblait très proche d'une malversation, pouvait-il être expliqué aux partisan·es du mouvement ?

L'échec de ce plan n'était-il pas inévitable ? Et quelles allaient en être les conséquences pour la Quatrième Internationale et ses sections ? Maurice Ferares fut très déçu par ce qu'il considérait comme étant un manque de cran et un manque de sens des priorités (30). Pablo et Santen étaient arrêtés et risquaient de lourdes peines de prison. Ferares n'avait pas été arrêté mais il était sous étroite surveillance des services secrets et s'inquiétait de possibles représailles de partisans de l'Algérie française. Dans plusieurs pays d'Europe, des militant·es du FLN et des personnes en contact avec eux étaient victimes d'attentats. De plus, Santen et Ferares étaient tous deux juifs, et nombre de leurs proches avaient été tué·es par les nazis. Cette nouvelle épreuve ravivait des traumatismes déjà présents.

En vue du procès, une stratégie fut adoptée selon laquelle Santen et Pablo affirmeraient ne pas être impliqués dans la fabrication de fausse monnaie, le chef d'inculpation passible de la plus lourde peine, mais exprimeraient leur soutien politique à la lutte d'indépendance algérienne. À la barre, ils déclarèrent que face aux horreurs de la guerre coloniale en Algérie, ils ne voyaient d'autre choix moral que de soutenir les Algérien·nes, y compris par des faux papiers. La situation de Pablo, qui était ressortissant grec, était particulièrement précaire, et Santen essaya d'endosser la plus grande part de responsabilité possible.

Ferares s'employa avec énergie à organiser la solidarité envers les deux militants. Si l'on parvenait à attirer suffisamment l'attention, le procès pourrait servir à mettre en lumière la lutte en cours en Algérie. Ainsi, une défaite pourrait devenir une victoire. Dans le monde entier furent collectées des déclarations de soutien. Du Chili vint un texte de soutien de Salvador Allende, alors sénateur et dirigeant syndical. Jean-Paul Sartre, Simone de Beauvoir et Jorge Amado déclarèrent leur solidarité, de même que des dockers du Sri Lanka et des députés communistes d'Indonésie. Mais la stratégie de la défense engendra quelques situations difficiles. Les déclarations de la défense étaient formulées de telle façon que leurs sympathisant·es pouvaient en conclure que les accusations de fausse monnaie étaient mensongères.

> *« La direction du FLN adopta une ligne politique et un programme qui niaient les différences de classes au sein du peuple algérien. »*

Aux Pays-Bas, organiser la solidarité était une tâche difficile. Les militants néerlandais de la Quatrième Internationale étaient un groupe minuscule. Le Parti communiste des Pays-Bas (CPN) avait de la sympathie pour la lutte des «patriotes algériens», mais entretenait envers les trotskistes la même haine que tous les partis staliniens. Le journal du CPN, *De Waarheid*, écrivit avec force sous-entendus sur les *«affaires obscures»* dans lesquelles Santen et Pablo étaient impliqués.

Il y eut cependant des exceptions. Leur avocat J. H. Smeets fut aidé par George Cammelbeeck, avocat, sénateur du PvdA et figure iconoclaste au sein de la social-démocratie. Un soutien supplémentaire fut celui des secteurs autour du «Brug-groep», un groupe de communistes dissident·es qui pour la plupart allaient rejoindre le Parti socialiste pacifiste (PSP) après leur départ du CPN en 1958. Malgré leur nom, une partie de ces socialistes de gauche n'étaient pas dogmatiquement pacifistes. Dans une situation d'occupation, la résistance était justifiée, et le soutien au FLN n'exigeait pas l'approbation de toutes ses méthodes.

Au cours du procès, le procureur et le juge déclarèrent qu'ils étaient convaincus que Pablo et Santen n'avaient pas cherché un gain personnel. Mais bien sûr, cela n'excusait pas leur participation à des activités criminelles… Santen et encore plus Pablo saisirent l'occasion pour parler de leurs motivations politiques. Pablo appuya sur le fait que les peuples en lutte contre le colonialisme étaient à l'avant-garde d'une lutte historique. La lutte amènerait les colonisé·es à *«brûler les étapes»* de l'histoire et à hâter l'avènement du socialisme. Et au sujet de l'Algérie, est-ce que *«les femmes et hommes* […] *civilisés de l'Europe occidentale réalisent à fond ce qui s'est passé depuis 7 ans déjà en Algérie ?»*, demanda Pablo lors du procès. *«A-t-on vraiment réalisé* […] *le fait qu'il y a eu en 7 ans de massacre et de torture, environ un million de morts côté algérien»*, *«à quel point notre civilisation est encore une affaire d'épiderme, qu'il suffit de gratter pour qu'émerge un potentiel incroyable de cruauté, de violence et d'injustice envers nos frères, les peuples de couleur cruellement opprimés et exploités»* ? (31)

Des différents chefs d'inculpation qui pesaient sur les deux hommes, la cour ne les jugea coupables que d'incitation d'autrui à la fabrication de fausse monnaie. Ils furent finalement condamnés à 15 mois de prison en 1961, ce qui fit qu'ils furent libérés peu après le procès. La défense des deux militants avait eu une carte à jouer : ils avaient accès à une mystérieuse boîte de documents qu'Oeldrich avait rassemblés lorsqu'il enquêtait pour les services de renseignement sur ceux qui avaient collaboré avec les nazis pendant la Seconde Guerre mondiale. La rumeur courait que les informations contenues dans ces documents étaient extrêmement compromettantes pour plusieurs personnes haut placées – le nom du prince Bernhard de Lippe-Biesterfeld, mari de la reine Juliana des Pays-Bas et ancien membre du parti nazi, était même

29) *De Waarheid*, 1960, «Zwart drukte valse persoonsbewijzen in overleg met BVD», 16 novembre, p. 4.
30) Jan Willem Stutje, *Ernest Mandel. Rebel tussen droom en daad*, Anvers : Houtekiet, 2007, p. 155.
31) Défense de Michel Raptis (Pablo) devant le tribunal d'Amsterdam, 1961.

mentionné (32). Au cours d'entrevues secrètes avec le ministre de la Justice, la défense négocia une peine limitée en échange de la remise des documents.

Dans l'affaire d'Osnabrück, les accusés, suivant les consignes du FLN, s'étaient retenus de faire des déclarations politiques. Ils furent accusés de participation directe à la fabrication de fausse monnaie. Abbas et Schneeweiss furent condamnés à deux ans de prison, Oeldrich à deux ans et demi.

Les raisons d'un échec

Après leur libération, les chemins de Pablo et de Santen allaient vite diverger. Après l'indépendance de l'Algérie, Pablo devint conseiller du nouveau gouvernement mené par Ben Bella. Santen idéalisait Pablo et fut démoralisé que celui-ci ne l'emmène pas avec lui en Algérie. Même s'il n'était plus membre de la Quatrième Internationale depuis 1965, Pablo resta un révolutionnaire toute sa vie. Sal Santen arrêta la politique. Il raconta son parcours dans des mémoires quelque peu romancés, *Adiós Compañeros*, et devint écrivain. Dans son œuvre, il entretenait le souvenir du monde dont il était issu, celui du prolétariat juif, détruit par les nazis. Son camarade Maurice Ferares resta actif dans la gauche socialiste. La lutte contre le colonialisme continua à être une part importante de son engagement politique. Ferares s'éteignit en 2022, à presque 101 ans. Après sa libération, Oeldrich se retira de la vie politique. Quelques années avant sa mort en 1985, Oeldrich et sa femme Leny furent décoré·es pour leur rôle dans la résistance contre l'Allemagne nazie. Quand ils apprirent que c'était le prince Bernhard qui remettrait personnellement les médailles, ils demandèrent qu'elles leur soient envoyées par la poste.

De nos jours, l'affaire Raptis-Santen reste souvent dans les mémoires comme une farce. Ils n'avaient quand même pas pu croire qu'une imprimerie suffirait à déstabiliser l'économie française ? Le dénouement misérable de l'affaire, avec ses accusations réciproques de trahison, semblait montrer que c'était là l'œuvre d'amateurs. Dans son récit romancé de l'affaire, Ferares fait dire à Pablo: *«Ce que nous faisons est effectivement du travail d'amateurs. C'est de l'amateurisme à défaut de pouvoir faire mieux. Tout le monde laisse tomber les Algériens et les laisse se faire tuer. Si nous aussi nous ne faisions rien, est-ce que ça les aiderait ?»* (33)

Mais pendant la guerre, Santen avait fait partie du Groep Gerretsen aux côtés d'Oeldrich, et Pablo avait été une figure centrale des activités trotskistes en France. Ferares avait été membre du Parti communiste et avait participé, entre autres, à la grande grève de février 1941 (34). En d'autres termes, les participants avaient l'expérience du militantisme clandestin dans des circonstances dangereuses, et certains aspects de leur travail de solidarité avec l'Algérie étaient bien organisés. Oeldrich avait, selon les rapports de la police allemande, fabriqué des milliers de faux papiers, notamment des cartes d'identité françaises, des laissez-passer et des fiches de paie pour des Algérien·nes en France, ainsi que des dizaines de répliques de tampons officiels (35). La production d'armes, un projet véritablement ambitieux, avait été une réussite. Quant à la fausse monnaie, Ferares, Santen et Pablo avaient tous dit, à différentes occasions, qu'ils ne pensaient pas que cela parviendrait à déstabiliser l'économie française. Ils n'avaient cherché qu'à réaliser les plans des dirigeants du FLN. D'un point de vue technique, l'imprimerie avait de quoi impressionner. L'équipement réuni par Oeldrich était de première qualité, selon le témoignage d'un expert lors du procès de l'affaire d'Osnabrück (36).

La fin peu glorieuse de ce projet de fabrication de fausse monnaie a déteint sur la façon dont on se souvient aujourd'hui du travail de solidarité mené par Pablo. Après les arrestations, toute l'organisation s'écroula rapidement. Une fois arrêté, quand il apparut clairement que Hompe avait informé les autorités, Oeldrich fit des déclarations détaillées à la police. Après l'avoir appris, furieux, Abbas agressa Oeldrich en prison. Comment quelqu'un qui avait autrefois combattu les nazis pouvait-il se comporter ainsi, se demandait Abbas (37).

Le comportement d'Oeldrich avait effectivement de quoi intriguer. Non seulement il avait raconté beaucoup de choses à la police, mais il avait également donné des détails sur ses rapports difficiles avec Pablo (38). Il semble qu'Oeldrich se soit senti déçu. Pablo aurait promis de subvenir aux besoins de la famille d'Oeldrich pendant que celui-ci travaillait à plein temps à la solidarité avec l'Algérie, mais cela n'aurait pas été fait (39). Oeldrich affirma également que Pablo lui avait demandé de gonfler les factures d'équipement lorsqu'il rendait compte de ses dépenses au FLN, afin de financer la Quatrième Internationale. Oeldrich avait l'impression que, pour Pablo, la solidarité avec l'Algérie était secondaire par rapport à la volonté de promouvoir la Quatrième Internationale, un projet politique pour


PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

LA VÉRITÉ DES TRAVAILLEURS

PAS DE TREVE AVEC NOTRE IMPERIALISME !

LE PROCÈS DE LA IVe INTERNATIONALE

LA RENCONTRE DE VIENNE

OU VA L'ALGERIE ? par P. Frank

CRISE CHEZ LES ETUDIANTS COMMUNISTES

LES CONGRES P.C.F. C.G.T.

NORD AVIATION

32) Jan Willem Stutje, *Ernest Mandel*, p. 159. Le prince Bernhard (1911-2004) nia toujours avoir été membre du NSDAP. En 2023, la famille royale confirma l'authenticité de la carte d'adhérent au NSDAP qui montrait qu'il avait été membre du parti de 1933 à 1936: «Nazi card proves Dutch Prince Bernhard joined Hitler's party», BBC News, 5 octobre 2023, en ligne.

33) Maurice Ferares, *Moussebillines. Vrijwilligers voor de dood*, Arnhem: Abigador, 2007.

34) Alex de Jong, «When Dutch Workers Took a Stand Against Nazi Genocide», *Jacobinmag*, 2022.

35) De Cort, *De Groep Gerretsen*, p. 74 (cf. note 13).

36) Leggewie, *Kofferträger*, p. 135 (cf. note 8).

37) Ali Haroun, *La 7e Wilaya*, p. 338 (cf. note 26).

38) Ces déclarations furent utilisées lors du procès contre Pablo et Santen. Les archives de Sal Santen à l'Institut international d'histoire sociale d'Amsterdam contiennent les procès-verbaux des interrogatoires.

39) De Cort, *De Groep Gerretsen*, p. 109.

lequel il n'avait aucune sympathie. Santen et Pablo se sentirent trahis par les déclarations d'Oeldrich et essayèrent d'entamer sa crédibilité en le traitant de mythomane.

La raison fondamentale de l'effondrement du projet était que Hompe, manipulé en coulisses par Zwart, avait tout révélé à la police. Pourquoi Oeldrich avait-il impliqué Zwart, à l'encontre des consignes de Santen ? L'histoire du Groep Gerretsen nous donne une clef pour comprendre l'erreur d'Oeldrich. L'une des raisons qui avaient fait que le Groep Gerretsen avait réussi à maintenir un tel niveau de sécurité, d'après l'historien Bart de Cort, était que l'organisation reposait sur les relations personnelles de militant·es qui s'étaient rencontré·es dans les milieux de la gauche socialiste d'avant-guerre et qui se connaissaient depuis des années. Mais le travail de solidarité avec l'Algérie s'était organisé sans un tel réseau. Oeldrich avait proposé à d'ancien·nes membres du Groep Gerretsen de participer, mais ils avaient refusé pour différentes raisons.

Pablo, Santen et Ferares non plus ne disposaient pas d'un réseau de contacts de confiance, puisqu'ils agissaient indépendamment des autres militant·es de la Quatrième Internationale. Même un camarade tel que Georg Jungclas, qui avait joué un rôle majeur dans l'organisation de la production d'armes et qui avait gagné le respect de membres du FLN comme Abbas, avait été tenu dans l'ignorance quant à l'imprimerie d'Osnabrück. En 1960, l'Allemagne de l'Ouest était devenue en pratique une sorte de sanctuaire pour les représentant·es du FLN. L'activité diplomatique était un élément essentiel de la lutte du FLN et le gouvernement d'Allemagne de l'Ouest essayait de combiner son alliance avec la France avec le maintien d'un contact avec le FLN. Il était alors devenu évident pour les autorités d'Allemagne de l'Ouest que, d'une manière ou d'une autre, le FLN serait amené à jouer un rôle important dans le futur de l'Algérie. Une sorte d'entente avait été trouvée entre le FLN et les autorités d'Allemagne de l'Ouest: les militant·es du FLN ne seraient pas extradé·es vers la France et le FLN s'abstiendrait de mener des activités illégales sur le sol allemand (40). La fabrication de fausse monnaie à Osnabrück était une violation évidente de cet accord officieux. C'est probablement la raison pour laquelle les camarades allemand·es furent laissé·es dans l'ignorance de ce qui se tramait à Osnabrück.

> *« À mesure que la guerre continuait, la direction du FLN en Algérie même perdit de son importance au profit de la direction installée à l'étranger et dans l'armée des frontières. »*

Qu'en est-il d'autres membres de la direction centrale de la Quatrième Internationale, comme Ernest Mandel, Pierre Frank et Livio Maitan ? Seul Pierre Frank indiqua par la suite qu'il avait été mis au courant du projet d'Osnabrück, et ce par des canaux «non officiels». Livio Maitan écrivit dans ses mémoires politiques qu'il n'avait pas été au courant du projet et qu'il fit part à Pablo de son désaccord quand celui-ci sortit de prison (41). Pablo affirma plus tard qu'il avait informé Mandel. Mandel, dont les attentes vis-à-vis de la révolution algérienne avaient toujours été bien plus modestes que celles de Pablo, nia avoir eu connaissance du plan. Il est possible que Pablo n'ait informé Mandel que des grandes lignes de ce plan. Si Mandel en avait connu tous les détails, il s'y serait probablement opposé.

Plutôt que d'informer les dirigeants du FLN que leurs demandes dépassaient les moyens de la Quatrième Internationale, ou plutôt que d'en parler à ses camarades et de courir le risque qu'ils rejettent ses plans, Pablo mit une pression de plus en plus forte sur Santen, qui se tourna lui vers Oeldrich. Ne disposant pas des ressources nécessaires, Oeldrich fit appel à des contacts moins fiables tels que Zwart.

Plus tard, les soupçons de Pablo et Santen selon lesquels Hompe et Zwart n'avaient pas été les seuls à être en lien avec les services de renseignement furent confirmés. Depuis le milieu des années 1950, Helmut Schneeweiss était informateur du Ministerium für Staatssicherheit d'Allemagne de l'Est, la police secrète mieux connue sous le nom de Stasi. Schneeweiss était l'un des informateurs de la Stasi dans le cadre de l'opération «Abschaum» (ordure) qui visait spécifiquement les groupes d'opposition de gauche. Il avait renseigné la Stasi sur ce qui se passait dans la Quatrième Internationale et lui avait donné des informations détaillées sur le travail de solidarité avec l'Algérie, y compris sur l'initiative d'Osnabrück qui mena à sa propre arrestation (42).

Que fit la Stasi de ces renseignements ? Pendant son interrogatoire, un commissaire avait déclaré à Santen que la police avait reçu des informations depuis l'autre côté du rideau de fer (43). Ne s'agissait-il, comme Santen l'avait cru à l'époque, que d'une tentative d'intimidation ? Ou bien la Stasi avait-elle partagé des informations avec ses collègues de l'Ouest pour faire en sorte que le FLN ne se retrouve pas redevable vis-à-vis d'«ordures» trotskistes ? La Stasi s'intéressait en tout cas suffisamment au dossier pour que son espion Otto Freitag, qui avait infiltré les lambertistes allemand·es, écrive en 1962 de façon calomnieuse que Santen et Pablo étaient des agents des services secrets d'Allemagne de l'Ouest (44).

La fin de la révolution

«Je ne connais pas d'autres marxistes qui, comme lui, aient sacralisé la révolution algérienne», écrivit Mohammed Harbi à propos de Pablo (45). Pour Pablo, le soutien à la lutte d'indépendance algérienne n'avait pas été qu'une occasion de faire connaître et d'accroître le soutien à la Quatrième Internationale. Pablo croyait que l'Algérie et le FLN étaient en train de devenir le centre d'un nouveau processus révolutionnaire international. En tant que conseiller du nouveau gouvernement FLN, il défendit une orientation socialiste dans laquelle l'autogestion ouvrière tenait une place centrale. Dans les premiers temps, il put sembler que les prévisions de Pablo avaient une chance de se réaliser. En juin 1962, le FLN adopta le programme de Tripoli. Il affirmait que

40) Mathilde von Bülow décrit l'Allemagne de l'Ouest comme un «sanctuaire» pour les militant·es du FLN, mais un sanctuaire qui devint au fil du temps de plus en plus précaire. Mathilde von Bülow, *West Germany, Cold War Europe and the Algerian War*, Cambridge: Cambridge University Press, 2016.

41) Livio Maitan, *Pour une histoire de la Quatrième Internationale. Itinéraire d'un communiste critique*, Montreuil: Éditions La Brèche, 2021.

42) Günter Wernicke, «Operativer Vorgang "Abschaum"'. Das Ministerium für Staatssicherheit (MfS) und die deutschen Trotzkisten in den 1950er Jahren» *in*: Andreas G. Graf (éd.), Anarchisten gegen Hitler. *Anarchisten, Anarcho-Syndikalisten, Rätekommunisten in Widerstand und Exil*, Berlin: Lukas Verlag, 2001, p. 281-299, p. 292.

43) Sal Santen, *Dapper zijn omdat het goed is*, Amsterdam: Uitgeverij De Bezige Bij, 1994, p. 19-20.

44) Lucas Federer, *Zwischen Internationalismus und Sachpolitik. Die trotzkistische Bewegung in der Schweiz*, 1945-1968, Bielefeld: Transcript, 2022, chapitre 5.3, «Der Fall Freitag», p. 173-185. Les accusations de Freitag furent reprises par *De Waarheid*, le journal du PC néerlandais, et par le journal français *L'Humanité*. La lettre de Santen réfutant les accusations faites contre Pablo et lui fut publiée dans le bulletin intérieur de la IVe Internationale du 3 avril 1962.

45) Harbi, *Une vie debout*, p. 228.



«la contre-partie inévitable de l'oppression colonialiste totalitaire ainsi affrontée ne peut être que la remise en question immédiate et automatique de toute la société opprimée». Cette remise en question spontanée serait accompagnée *«simultanément et d'une manière infaillible»* par la recherche *«de nouvelles structures, de nouveaux modes de penser et d'agir»* (46). Avec cette rhétorique fanonienne, le programme proclamait le socialisme comme but du FLN.

Mais la direction militaire, qui avait joué un rôle essentiel dans l'accession au pouvoir de Ben Bella, préférait une orientation plus conservatrice et décida de concentrer le pouvoir entre ses mains. Le commandement militaire, en alliance avec des secteurs de la bureaucratie d'État et avec le soutien de certains hommes d'affaires, prit le pouvoir en juin 1965. Le coup d'État fut rapidement suivi de la répression des partisan·es de l'orientation socialiste proclamée jusque-là. Pablo et les autres étranger·es partisan·es d'une orientation socialiste pour le FLN furent forcé·es de quitter le pays et la gauche du FLN fut réprimée. Harbi, le vieil ami de Pablo, fut arrêté et mis en résidence surveillée (47).

Après s'être enfui d'Algérie en 1973, Harbi développa dans plusieurs livres une analyse critique du FLN, afin de comprendre pourquoi la radicalisation tant espérée vers le socialisme ne s'était jamais produite (48). Selon Harbi, le FLN s'appuyait effectivement sur une base constituée principalement de travailleur·ses des campagnes et de paysan·nes pauvres, mais le fait que sa base sociale soit composée de paysan·nes ne voulait pas dire qu'ils et elles contrôlaient le FLN et cela ne disait rien de la ligne politique du mouvement. Au contraire, la direction du FLN adopta une ligne politique et un programme qui niaient les différences de classes au sein du peuple algérien. Cette direction provenait essentiellement de la petite bourgeoisie rurale qui prétendait parler au nom «du peuple». Cette couche sociale n'appartenait pas aux élites urbaines qui avaient par le passé dominé le mouvement nationaliste mais, par son origine de classe et par son éducation, elle était également déconnectée des paysan·nes et des travailleur·ses agricoles qu'elle dirigeait et avait tendance à se méfier d'eux. D'un côté, ces petits-bourgeois déracinés s'identifiaient rhétoriquement à la paysannerie, mais, de l'autre côté, ils s'opposaient à toute forme de contrôle venu d'en bas et dirigeaient de façon autoritaire (49). Leur discours sur un «développement non capitaliste» n'avait rien à voir avec le socialisme (50).

> *« Pablo croyait que l'Algérie et le FLN étaient en train de devenir le centre d'un nouveau processus révolutionnaire international. »*

À mesure que la guerre continuait, la direction du FLN en Algérie même perdit de son importance au profit de la direction installée à l'étranger et dans l'«armée des frontières», les unités de l'ALN basées près des frontières algériennes. Avant même que la France ne finisse par reconnaître sa défaite, un proto-État avait été constitué, et après l'indépendance et une période transitoire, en 1965, cet État monopolisa le pouvoir avec le coup de force de Boumediene. Une fois au pouvoir, des figures comme Boumediene et son second Bouteflika purent aisément abandonner la rhétorique fanonienne qu'elles avaient utilisée pour gagner en légitimité (51). La révolution algérienne fut faite *«par le peuple et pour les cadres»*, conclut Harbi. Mais lorsque des années plus tard on lui demanda s'il avait des regrets d'avoir rejoint le FLN, Harbi répondit qu'il n'en avait aucun. Il n'y avait aucun autre choix (52).

Pablo avait mis trop d'espoir dans le fait que les nécessités de la lutte aideraient à transformer les nationalistes en socialistes. Par moments, il s'était laissé aller à romantiser les Algérien·nes, *«ces paysans des montagnes, aussi pauvres que fiers, ces ouvriers des villes algériennes et de la métropole»* qui par leurs sacrifices et leurs souffrances avaient bondi *«en plein cœur des problèmes et des aspirations les plus progressistes de notre siècle»* (53). Porté par les espoirs qu'il mettait dans la révolution algérienne, convaincu d'avoir raison, Pablo avait fait des promesses qu'il ne pouvait pas tenir et avait imposé à ses camarades une pression croissante qui avait fini par faire s'effondrer tout l'édifice. C'était là une grave erreur, mais que ce projet ait fini par échouer ne doit pas nous masquer la contribution qu'ont apportée Pablo et ses camarades à l'indépendance de l'Algérie. ■

Le 20 août 2025

46) *Le Programme de Tripoli*, suivi d'*Impressions et problèmes de la révolution algérienne*, par Michel Pablo, Parti communiste internationaliste, 1962, p. 10.
47) Voir en particulier le chapitre 8 de: Catherine Simon, *Algérie, les années pieds-rouges. Des rêves de l'indépendance au désenchantement (1962-1969)*, Paris: La Découverte, 2010.
48) Mohammed Harbi, *Aux origines du Front de libération nationale: le populisme révolutionnaire en Algérie*, Paris: Christian Bourgois, 1975 et Mohammed Harbi, *Le FLN, mirage et réalité: Des origines à la prise du pouvoir (1945-1962)*, Paris: Éditions J. A., 1980.
49) Harbi, *Le FLN, mirage et réalité*, p. 318.
50) Mohammed Harbi, *Autogestion en Algérie: Une autre révolution? (1963-1965)*, Paris: Syllepse, 2022, p. 15.
51) Harbi, *Le FLN, mirage et réalité*, p. 318.
52) Adam Shatz, Mohammed Harbi, «An Interview with Mohammed Harbi», *Historical Reflections / Réflexions historiques*, vol. 28, n° 2 (été 2002), p. 301-309, p. 304.
53) Michel Pablo, «The Permanent Revolution in Algeria», *Fourth International*, n° 8, hiver 1959–60, p. 58.

Utopie, mythe et idéologie dans l'expérience de l'autogestion algérienne 1962-1965

Le poids des marxistes internationalistes dans la révolution algérienne

L'hommage que l'on peut rendre aujourd'hui à Henri et Clara Benoits, et à tous ceux et celles qui se sont investi·es politiquement dans le soutien à la révolution anticoloniale algérienne, ne peut ignorer le lien dialectique entre leur engagement, l'expérience de l'autogestion et le projet de construction du socialisme.



Nadir Djermoune

Nadir Djermoune, architecte-urbaniste et enseignant au département d'architecture à l'université de Blida, est membre du Parti socialiste des travailleurs (Algérie), actuellement suspendu.

Par
Nadir Djermoune

Cet investissement, au prix de leur confort professionnel, matériel et social de l'après-Seconde Guerre mondiale, et parfois au prix de leur vie, ne relève pas d'un simple humanisme abstrait, quoique la motivation purement humaine ait existé. Mais il s'inscrit indéniablement dans un projet historique: la construction du socialisme, projet qui a façonné l'action politique du 20e siècle et continue à mobiliser.

L'Algérie constitue un cas d'école, au même titre que d'autres événements révolutionnaires qui ont jalonné le 20e siècle en des proportions inégales: la révolution d'Octobre, la révolution allemande de 1918-1919, Juin 36, la révolution cubaine, Mai 68, etc. C'est un fait historique qui montre sa portée subjective et ses limites objectives dans les possibilités de la construction de cette utopie future.

Sans s'être directement impliqué·es dans les affaires algériennes une fois l'indépendance acquise – leur engagement avait été essentiellement syndical –, Henri et Clara Benoits sont resté·es proches et à l'écoute de l'évolution politique de la nouvelle situation, ne serait-ce que par le contact avec leurs camarades algériens.

L'autogestion, fait politique et historique

Ce que l'histoire officielle et populaire retient aujourd'hui, c'est exclusivement l'indépendance de l'Algérie. Son prolongement, comme deuxième moment de la révolution, dans la construction de l'autogestion comme mode de gestion et de production sociale, économique et culturelle, est totalement effacé et oublié, voire caché, pour les générations d'aujourd'hui. Pourtant, sans l'aborder comme un «échec» ou une «réussite», elle constitue un fait historique qui a contribué à façonner l'histoire du «court 20e siècle», *L'Âge des extrêmes*, selon la formule de l'historien Eric J. Hobsbawm.

> *« Au lendemain de son indépendance, l'Algérie s'engage dans une expérience inédite d'autogestion : des ouvriers agricoles prennent la responsabilité de gérer les fermes où ils travaillent. »*

En effet, au lendemain de son indépendance, l'Algérie s'engage dans une expérience inédite d'autogestion: des ouvriers agricoles prennent la responsabilité de gérer les fermes où ils travaillent. Quelques mois plus tard, le premier gouvernement algérien se rallie à cet engagement et le ratifie. Dans le même sillage, il s'engage dans la voie socialiste vécue comme corollaire de l'autogestion ouvrière.

Après une longue nuit coloniale de peuplement qui a vu une déstructuration totale de sa société et un long repli de survie, après une guerre violente qui a généré le déracinement d'une grande partie de sa population paysanne, la situation de la société algérienne est, dans toutes ses dimensions, critique. Une situation où la population majoritairement ouvrière et paysanne, que son histoire n'a pourtant pas préparée à de telles

responsabilités, s'apprête à construire ou à reconstruire sa vie.

La première contradiction qu'on peut soulever est celle d'un mode d'organisation collectiviste voulant transformer les rapports sociaux au profit de la classe ouvrière dans une société où la classe ouvrière ne détient pas le pouvoir. Pourtant, par l'autogestion, l'Algérie, du moins celle des avant-gardes politiques, notamment celles se réclamant du marxisme, se veut socialiste, avec donc la classe ouvrière comme agent principal de cette utopie.

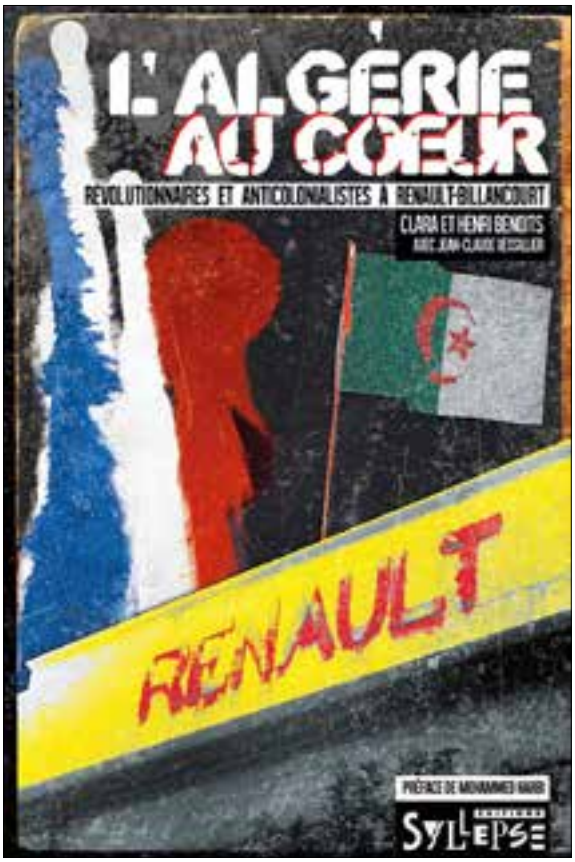
La dimension utopique et son corollaire idéologique sont donc au centre de ce projet qui dépasse la simple spontanéité des masses décolonisées. C'est surtout une élite politique qui introduit et tente de construire un projet socialiste à travers la dynamique de l'autogestion, suivant la logique par laquelle Lénine introduisait le projet socialiste à travers le pouvoir des soviets dans le sillage de la révolution d'Octobre. Toutefois, à la différence de la Russie de 1917, la révolution algérienne n'est pas l'émanation de l'organisation de la classe ouvrière.

En effet, si l'autogestion cristallise une aspiration politique défendue idéologiquement par une élite, la prise du pouvoir par la classe ouvrière s'avère être la condition primordiale pour la réussite d'un tel projet. Ce n'était pas le cas en Algérie. Le projet est défendu par une élite dans l'espoir de voir spontanément les ouvriers et les paysans s'auto-organiser dans la dynamique de l'occupation des terres, ou du moins des fermes cultivées par les colons, devenues des biens vacants.

Le projet de Lénine, comme nous le savons, était un pari sur la conversion de la révolution russe en une révolution mondiale ou, tout au moins, européenne. Le projet socialiste de l'Algérie indépendante était aussi un pari sur la capacité des ouvriers agricoles à gérer les fermes agricoles.

Le paradoxe algérien est dans le choix de l'autogestion comme forme d'organisation sociale et économique par un pouvoir non prolétarien. Partant de cette contradiction, les dimensions utopiques et idéologiques ont surévalué ou surdéterminé les engagements et les élans volontaristes, profondément humanistes, des élites de gauche dans cette aventure.

Toutefois, ce pari, ou cet élan utopiste et idéologique, s'appuie sur une réalité objective tout à fait nouvelle: la fuite de la quasi-totalité des détenteurs des richesses agricoles, qui crée une situation s'apparentant à un changement révolutionnaire.



L'utopie comme enjeu !

Bien que l'utopie, qui désigne une construction sociale abstraite et irréaliste, ait été rejetée par Karl Marx et Friedrich Engels, elle représente toutefois dans la pensée marxiste une anticipation critique du futur. On entend par utopie socialiste une société mondiale de personnes libres et égales, jouissant de l'abondance matérielle, où le temps de travail serait réduit au minimum nécessaire, où la séparation entre le travail intellectuel et le travail manuel, entre les sexes, entre la ville et la campagne, entre les nations aurait été éliminée.

Pour la théorie marxiste, cette utopie reste un modèle totalement présent dans la dynamique réelle des processus politico-économiques, et en même temps une anticipation expérimentale projetée dans le futur. Elle se retrouve dans toute la pensée et les programmes des avant-gardes du 20e siècle. Pour cela, le recours à la doctrine et à l'idéologie s'avère nécessaire comme argument de légitimité et comme ciment de l'action. L'idéologie étant un discours institutionnel justifiant, légitimant ou refusant les institutions existantes au profit d'un avenir et d'un monde meilleurs, il y a une idéologie conservatrice et une idéologie progressiste. Le mythe se définirait comme un discours non soumis aux contraintes des règles et des institutions mais qui prélève ses éléments dans le contexte. Dans la pensée marxiste, c'est une sorte de mystification idéologique issue des rapports sociaux réels qui sert de force mobilisatrice.



Meeting de soutien aux décrets de mars 1963, Algérie, 1963. Collection privée de Robi Morder.

Mais concrètement, en 1962, la société algérienne n'était pas à la recherche de cette «terre promise»! Quelle est donc, pour les avant-gardes marxistes, la part du rêve et la part du réalisme critique qui consiste à penser la transition en partant d'une situation où il faut «parer au plus pressé»?

C'est dans ce cadre qu'il faut essayer de comprendre et de saisir la portée historique, au-delà des hommages, des engagements de tou·tes ces militant·es, mort·es ou vivant·es, dans le combat des Algérien·nes. Bien sûr, ce n'est pas seulement l'engagement doctrinaire qui les a motivé·es. Il y a aussi la dimension humaine, au-delà de l'humanisme abstrait, un engagement moral, souvent au prix de leur vie ou de leur carrière professionnelle, sans aucun calcul politique ou idéologique.

> *« La révolution algérienne va constituer le rêve inespéré de ces révolutionnaires en quête d'un mouvement qui portera la révolution vers son ultime objectif. »*

En effet, des militant·es des réseaux de soutien, communistes ou chrétiens, s'engagèrent au nom de profondes convictions morales, alors que les considérations tactiques n'étaient pas leur ressort, souligne Henri Benoits. Mais sur le plan organisationnel et partisan, à l'exception de la Quatrième Internationale, les groupes d'extrême gauche, pourtant partisans de l'indépendance de l'Algérie, avaient les mêmes réticences que le PCF: *«soutenir des nationalistes, musulmans de surcroît, leur posait quelques problèmes. Ces groupes étaient très minoritaires et d'audience faible. Deux ou trois organisations seulement ont diffusé des tracts contre la guerre aux portes de Billancourt»* (1), note H. Benoits.

Mais pour comprendre cette aventure, il faudra rappeler le contexte mondial de l'époque, entre ceux et celles qui voyaient le devenir de la révolution mondiale dans la «consolidation» de la révolution russe – donc dans les seuls intérêts tactiques de l'URSS dans la guerre froide, au détriment des autres peuples – et ceux et celles qui, tout en s'émancipant des carcans bureaucratiques du stalinisme, voyaient dans les luttes anticoloniales la nouvelle voie vers l'émancipation humaine.

Ce dernier courant est incarné, d'une manière conséquente sur le terrain, par la Quatrième Internationale et particulièrement par la personne de Pablo à l'endroit de l'Algérie. Dans ce cadre en effet, la révolution algérienne va constituer le rêve inespéré de ces révolutionnaires en quête d'un mouvement qui porterait la révolution vers son ultime objectif. La révolution algérienne va d'ailleurs être, note Robert J. Alexander, historien américain du trotskisme, avec une certaine ironie, *«la seule véritable révolution dont les trotskistes se soient approchés, et cela grâce à Pablo»* (2).

La signification et la portée politique des engagements de Pablo et de la Quatrième Internationale

C'est au cours de l'hiver 1954-1955 qu'une première réunion s'est tenue entre le FLN – en quête de soutien à son mouvement –, l'Internationale représentée par Pablo, et le PCI (section française) représenté par Simonne Minguet (3).

C'est Henri Benoits qui travaillait chez Renault à Billancourt en banlieue parisienne et qui aidait déjà à l'organisation des travailleurs algériens à l'usine, qui organisa une rencontre entre Pablo et Mohammed Harbi (4). Ce dernier est resté, comme représentant le plus à gauche du FLN et de la révolution algérienne, très proche de Pablo.

Henri Benoits et sa compagne Clara ont commencé leur soutien à l'indépendance de l'Algérie dès 1956 en formant à partir de l'usine Billancourt le «comité pour la paix en Algérie». Mais la paix défendue, tenait à clarifier Clara, *«résidait dans sa prise de position en faveur de la paix par la reconnaissance de l'indépendance et la négociation avec le FLN»*. *«On ne fait pas la paix en envoyant des jeunes au casse-pipe»* (5). C'est ce qui permettait d'éviter toute confusion avec le Mouvement de la paix créé quelques années plus tôt par le PCF – au moment de la création de l'OTAN en 1949 – qui leur sera hostile en raison de leur soutien franc aux Algérien·nes, notamment au moment du vote des pouvoirs spéciaux par l'Assemblée.

En parallèle, d'autres militants libertaires, en l'occurrence Daniel Guérin, ou Francis Jeanson, connu pour son existentialisme dans le sillage de Jean-Paul Sartre, se sont aussi engagés dans le soutien à la guerre anticoloniale algérienne.

Mais l'engagement du reste de la gauche, celle liée à Moscou mais aussi de certains groupes d'extrême gauche, est resté suspicieux, hésitant et méfiant



Clara et Henri Benoits, à Paris, le 15 octobre 2014, lors de la présentation de leur livre. © Photothèque Rouge / JMB.

1) C. & H. Benoits, *L'Algérie au cœur, révolutionnaires et anticolonialistes à Renault-Billancourt*, édit. Syllepse, Paris, 2014, p. 94.
2) Cité par H. Greenland, dans *Michel Pablo ou L'odyssée d'un trotskiste hérétique*, édit. Syllepse, Paris, 2025, p. 119.
3) *Ibid*., p. 121.
4) Voir Mohammed Harbi, *L'autogestion en Algérie. Une autre révolution? (1963-1965)*, édit. Syllepse, Paris, 2022, p. 19.
5) C. & H. Benoits, *op. cit*. p. 90.

compte tenu du caractère «aventureux et petit bourgeois» de ce «nouveau FLN». Pour la Quatrième Internationale en revanche, dans sa fraction dirigée par Pierre Frank, Ernest Mandel et Michel Raptis (dit Pablo), le combat annoncé par le FLN est vécu comme une opportunité historique pour la révolution mondiale, qu'il ne fallait pas rater. Et ce n'était pas un soutien rhétorique et idéologique. Il se traduit par une aide concrète sur le terrain, d'abord en France, plus tard dans les territoires occupés et jusqu'au soutien à la construction du socialisme au lendemain de l'indépendance (6).



Ce soutien à la révolution algérienne avait un côté pragmatique et réaliste: Pablo partait du fait qu'il n'y avait pas d'alternative à la lutte armée pour que l'Algérie accède à l'indépendance et ouvre des perspectives d'émancipation sociale (7). Pour l'Internationale, sous sa direction, la révolution coloniale fait partie de l'avènement du socialisme à l'échelle mondiale: *«la révolution arabe actuelle s'inscrit dans le cadre de la révolution coloniale qui se développe irrésistiblement depuis la dernière guerre mondiale. Cette révolution n'est d'ailleurs qu'un aspect de l'accélération de la décomposition accélérée et irrémédiable du régime capitaliste, et s'inscrit par conséquent dans la révolution prolétarienne par laquelle s'achèvera le régime capitaliste et s'amorcera le nouvel ordre social socialiste»* (8).

> *«Pour la Quatrième Internationale en revanche, le combat annoncé par le FLN est vécu comme une opportunité historique pour la révolution mondiale.»*

Selon Pablo, les dirigeants militaires ou «petits bourgeois» des pays nouvellement indépendants du Moyen-Orient agissent, soit en alliance avec la bourgeoisie industrielle ou nationale naissante, soit à sa place. Mais il pensait qu'ils ne parviendraient ni à une indépendance réelle, ni à une modernisation durable (ou, en termes marxistes, à une révolution démocratique bourgeoise – la réforme agraire, l'industrialisation et l'émancipation des femmes). Cette possibilité dépendrait de l'émergence d'un parti révolutionnaire de masse basé sur la classe ouvrière urbaine et les masses paysannes.

Le cas de l'Algérie était légèrement différent, compte tenu de son histoire coloniale. Elle présentait davantage d'espoir, bien que Pablo n'ait pas exclu qu'elle puisse suivre la même voie que celle des pays tels que l'Égypte ou la Tunisie. En Algérie, en raison de la domination de tous les secteurs de l'économie par les colons européens, le mouvement de libération nationale était dirigé par des éléments que Pablo qualifiait de «plébéiens» et de «petits-bourgeois». Cette direction n'avait pas de programme émancipateur susceptible de renforcer son audience dans la paysannerie et parmi les indigènes pauvres des villes. Il existait cependant un certain espoir de voir l'adoption par une aile du FLN d'un programme plus démocratique et socialement libérateur, ainsi que l'émergence d'un courant marxiste révolutionnaire. De tels développements étaient considérés comme possibles d'une part grâce aux intellectuels algériens qui avaient déjà embrassé le marxisme révolutionnaire ou qui s'en rapprochaient, et d'autre part grâce aux travailleur·ses algérien·nes immigré·es en France. Cette lecture oubliait complètement les travailleur·ses agricoles d'Algérie qui allaient, surprise heureuse, développer l'expérience socialiste la plus prometteuse de la révolution coloniale et rappeler à tou·tes les militant·es d'obédience marxiste «l'utopie communarde» de 1871.

À l'indépendance, nouvelle situation, deuxième révolution

Guidé par les thèses de Trotsky sur la révolution permanente, à savoir qu'avec une révolution nationale et démocratique s'ouvre, en termes de conscience possible, une deuxième dynamique révolutionnaire qui pose les questions d'une révolution politique et sociale, Pablo s'impliqua dans la révolution algérienne sans hésitation et dès l'indépendance. À sa sortie de prison en septembre 1961, il s'était préparé à jouer un rôle dans cette nouvelle Algérie. Déjà, avant les accords d'Évian, le GPRA l'avait chargé de rédiger un document sur la réforme agraire pour la nouvelle Algérie indépendante (9).

C'est le modèle yougoslave qui a servi de programme à Pablo. Mais les ambitions de ce programme restent conditionnées, selon ses propres propositions programmatiques, par *«la jonction entre une direction socialiste et la paysannerie»* (10). C'est là que réside l'impasse. Car la construction de cette direction dépend soit du renforcement de la gauche du FLN qui était, idéologiquement, au centre des débats, soit, hypothèse la plus probable selon les conditions politiques et sociales de l'époque, de la reconstruction complète de la direction du FLN, en pleine déconfiture organisationnelle, voire politique. Ce pari était totalement inconséquent vu la profonde crise qui traversait le FLN malgré sa totale légitimité auprès des masses. Pour pallier ce vide et rendre ce programme conséquent, Pablo a pensé à la construction d'un noyau d'un parti révolutionnaire de masse en Algérie (p. 203). Ce noyau, ou parti, aurait des liens avec d'autres partis et des mouvements semblables dans tout le Maghreb, l'Afrique et le Moyen-Orient. Il formerait le bras armé d'une nouvelle Internationale.

6) Voir H. Greenland, *op. cit.*, p. 122.
7) Ibid., p. 126.
8) M. Pablo, «The Arab Revolution», Amsterdam, Fourth International Publications, 1959, cité par H. Greenland, *op. cit*, p.137.
9) Voir H. Greenland, *op. cit.*, p. 201.
10) Cité par H. Greenland, *ibid.*, p. 202.

Ici aussi, la réalité du terrain national, régional et international l'a amené à revoir sa copie en tablant sur la coalition autour de Ben Bella qu'il considérait, à juste titre, comme la plus socialiste des diverses parties et factions. De même à l'endroit de l'armée. Pablo considérait celle-ci, non seulement comme la seule force organisée de la nouvelle Algérie, ce qui était juste, mais aussi comme une avant-garde ouvrière et paysanne proto-révolutionnaire. Ce qui était assez singulier, audacieux et étonnant de la part d'un révolutionnaire assez lucide, d'un dirigeant de la Quatrième Internationale. Pour replacer cette affirmation dans le contexte, il serait utile de signaler que selon l'historien étatsunien Jeffrey James Byrne *«de nouveaux éléments tirés des archives du FLN montrent que* [le commandant de l'armée] *Boumediene était un partisan convaincu des objectifs révolutionnaires, au moins depuis 1959»* (11).

> *« La dynamique d'autogestion par en bas est née d'une nécessité plutôt que d'un choix politique. »*

Pablo voyait donc l'armée algérienne, du moins sur le plan organisationnel, comme *«un carrefour entre les étudiants révolutionnaires, dans le rôle de commissaires politiques radicaux, et la paysannerie»* (12). Il idéalisait alors l'armée, y compris son chef Houari Boumediene (13).

Il faudra aussi, pour comprendre cette posture, souligner que pour les trotskistes de l'époque, la direction révolutionnaire est la clé de voûte d'une révolution victorieuse. Sans Lénine, avait affirmé Trotsky dans son *Histoire de la révolution russe*, il n'y aurait pas eu victoire de la révolution en octobre 1917.

Autant de paris et d'espoirs, déraisonnables dira-t-on aujourd'hui – notamment du point de vue des Algérien·nes qui ont vécu les affres du virage militaro-policier qu'a pris le régime sous la houlette de l'armée, à commencer par la période Boumediene. En guise de consolation, Pablo dira plus tard qu'il avait obtenu l'engagement de la mise en place d'assemblées et de conseils de village démocratiques (14). Mais en paroles seulement. M. Harbi soulignait déjà à l'époque l'opportunisme de Ben Bella. Il l'accepta cependant lui aussi, pendant cette période d'autogestion, voyant le régime comme la seule opportunité qui s'offrait aux révolutionnaires !

Les récalcitrant·es, les hésitant·es et les adversaires du FLN, parmi les diverses «gauches», reviennent à la charge dans leurs critiques peu fondées après les «déboires» de l'autogestion, notamment après le coup d'État de 1965. Il n'empêche, le peuple algérien a bel et bien arraché son indépendance sous la direction de «la bureaucratie petite-bourgeoise» du FLN ! Il est vrai que les modèles théoriques construits sur les expériences du 1871 parisien ou de l'Octobre 1917 russe misaient sur un autre «sujet historique». Mais le monde réel donne raison à Marx dans l'une de ses thèses, à savoir que les êtres humains font leur propre histoire dans des conditions qu'ils n'ont pas choisies !

Certains critiques qui se voulaient plus objectifs considéraient que militer pour autre chose que cette indépendance acquise était une perte de temps. La société civile serait trop brisée et la classe ouvrière rurale et urbaine trop faible pour former la base de la démocratie sociale radicale à laquelle aspiraient les marxistes révolutionnaires de la Quatrième Internationale, avec ou sans Pablo.

Un tel fatalisme n'était pas dans leur nature. Les marxistes agissent toujours avec l'histoire telle qu'elle se présente. L'histoire avait ouvert la voie à une économie démocratiquement socialisée en Algérie avec des travailleur·ses ayant spontanément repris et géré les fermes et les usines abandonnées au cours de l'été 1962, et tout marxiste conséquent allait se saisir de cette occasion. Pour Pablo, ce n'était pas de la naïveté. C'était peut-être un peu de romantisme, mais surtout un engagement à agir, un engagement à espérer.

Selon les témoignages de M. Harbi, dès les lendemains de l'indépendance, le pays est confronté à une appropriation type *Far West*. Des bandes mafieuses commençaient à s'organiser pour accaparer les meilleures fermes et les meilleures entreprises laissées vacantes. Ce sont les travailleurs et ouvriers agricoles eux-mêmes qui ont bloqué ce gangstérisme.

La dynamique d'autogestion par en bas est donc née d'une nécessité plutôt que d'un choix politique. C'est pour empêcher un pillage massif que tout a été déclenché spontanément. Il fallait donc la construire en s'appuyant sur ce que l'histoire a laissé comme témoignage : le modèle russe (étatique) contre le modèle yougoslave (autogestion). Le pari sur ce dernier, et sur Ben Bella, était un pari par défaut.

Henri et Clara Benoits, combat syndical et devoir envers les Algérien·nes

Syndical et plus autonome politiquement, l'engagement de Henri et Clara Benoits en soutien actif pour l'indépendance de l'Algérie s'inscrit dans le sillage du travail de Pablo. Leurs activités à l'usine Renault de Billancourt s'inscrivent dans cette perspective tracée et défendue par «les marxistes révolutionnaires» de la Quatrième Internationale.

En partant de leur usine, et à contre-courant des positions dominantes des grandes organisations de la gauche – notamment le PCF et les syndicalistes de la CGT de l'époque hésitants dans leurs soutiens au combat pour l'indépendance des Algérien·nes –, Henri et Clara Benoits, assumant bien leurs engagements internationalistes, s'y sont engagés humainement, matériellement et politiquement. *«Dans ma cellule trotskyste, témoigne H. Benoits, on nous avait demandé d'être présents ce 1er mai* [1945] *et de nous regrouper avec les camarades vietnamiens de notre Internationale auprès des militants algériens du PPA-MTLD. Place de la Nation, je fus frappé par le nombre et la détermination de ces derniers. Ils étaient plusieurs centaines, bandeau vert au bras, en carré compact au sein de la manifestation de la CGT* […]. *Nous voulions montrer que les Algériens n'étaient pas isolés et que leur revendication d'indépendance recevait un soutien parmi les travailleurs français»* (15).

De même pour Clara dans son témoignage : *«C'est, entre autres, lors des réunions mensuelles face à la Direction* [de l'usine] *que j'ai connu et apprécié mes camarades délégués algériens et je pense que la réciproque est vraie, comme*

11) Jeffrey James Byrne, *Mecca of Revolution: Algeria, Decolonization & the Third World Order*, Oxford University Press, 2016, cité par H. Greenland, *ibid.*, p. 209.
12) H. Greenland, *ibid.*, p. 210.
13) *Ibid.*
14) *Ibid.*, p. 212.
15) C. & H. Benoits, *op. cit.*, p. 32-33.



Manifestation de soutien aux décrets de mars 1963. Collection privée de Robi Morder.

l'a confirmé ensuite notre collaboration pendant la guerre d'Algérie» (16).

Au-delà de leurs relations humaines et personnelles avec les syndicalistes algériens de leur usine à Billancourt, ce sont aussi leurs interrogations sur les contradictions du capitalisme de l'époque et du mouvement ouvrier qui ont précipité leur engagement: la «contre-révolution» en Hongrie, la politique du Parti communiste – assez hégémonique dans le monde ouvrier de l'époque mais davantage préoccupé par son engagement aux côtés de l'URSS dans le contexte de la guerre froide –; le vote des pouvoirs spéciaux et l'ambiguïté des dirigeants communistes à se prononcer pour l'indépendance de l'Algérie; l'émergence d'organisations et de moyens d'expression propres aux travailleur·ses immigré·es d'un empire colonial en pleine déliquescence. En 1951, 3 581 Nord-Africain·es travaillaient à Billancourt dont 95 % d'Algérien·nes. Entre soutenir l'empire et renforcer les forces qui s'y opposent, leur choix est vite fait.

C'est dans ce cadre qu'Henri choisit son camp: *«J'ai opté pour l'Internationale, et plus précisément pour les positions de Pablo, son animateur et secrétaire»*, écrit-il, en menant *«de pair militantisme syndical et politique dans le mouvement trotskyste, aux côtés des Algériens»* (17). Son engagement militant au service de la lutte des Algériens pour l'indépendance se renforça avec la création de la structure du FLN chez Renault en avril 1956 et de l'Association générale des travailleurs algériens en France, l'AGTA (18).

À l'indépendance, le soutien de Henri a continué sur le terrain syndical, avec l'UGTA. Il est harcelé de demandes de militant·es ou simplement de syndiqué·es, s'interrogeant sur «quoi faire» devant la nouvelle situation où les entreprises sont désertées par leurs propriétaires ou gérants. Se posa alors la question de l'autogestion, comme nous l'avons souligné plus haut.

> *«L'expérience algérienne représentait pour Guérin une opportunité historique: voir se réaliser un socialisme authentique, en rupture totale avec le modèle bureaucratique soviétique.»*

Les syndicalistes s'interrogent sur le fonctionnement des entreprises. Sans grande expérience dans ce domaine, les syndicalistes algériens – mais aussi Henri qui est «interpellé» par ses collègues et amis algériens – tournent leurs regards vers l'URSS, la Chine et la Yougoslavie. Il n'existe pas de modèle spécifique de l'exercice du pouvoir, mais des expériences multiples: de la Commune de Paris aux soviets, de la collectivisation stalinienne des années 1930 jusqu'aux communes populaires chinoises et à l'autogestion yougoslave. L'utopie, les mythes et l'idéologie reviennent au galop dans ces débats. Mais toutes ces expériences découlent de l'exercice du pouvoir par la «dictature du prolétariat» – souvent par le parti unique – avec ses limites et impasses.

Il importait donc de puiser dans les mythes algériens, de présenter un modèle hérité de l'histoire, de l'anthropologie, de la culture et de la lutte contre la colonisation, incluant la participation de tous les organes constitués et résultant de l'activité du peuple algérien: assemblée de villages gérant le domaine public («tajmaât»), les partis, les syndicats, etc. Henri et Clara sont resté·es en soutien et à l'écoute de leurs collègues algérien·nes rentré·es au pays, mais de l'extérieur des méandres que suivra l'autogestion.

En 1981, les Benoits effectuent un «pèlerinage» touristique et politique: Alger, la Kabylie, les Aurès et le sud algérien, découvrant la profondeur du pays et l'hospitalité des gens, qui cherchent toujours leur voie vers l'émancipation.

En 1990, le couple a tenu à accompagner Ben Bella pour son retour en Algérie, en souvenir des «années de braise» ou en fidélité à «l'utopie inachevée»!

Daniel Guérin et son combat anti-colonial

En plus du rôle des militants de la Quatrième Internationale, particulièrement sur le plan politique (Pablo) ou syndical (Clara et Henri Benoits), il y a en parallèle l'investissement d'autres courants, anarchistes et libertaires. Daniel Guérin est l'un des plus connus. Figure majeure du soutien intellectuel et militant à la révolution algérienne, bien avant le déclenchement de la révolution le 1er novembre 1954, il s'intéresse de près aux mouvements de libération nationale en Afrique du Nord. Dès les années 1930, il se lie d'amitié avec Messali Hadj et soutient l'Étoile Nord-Africaine (ENA). Pour lui, le mouvement messaliste incarne la frange la plus authentiquement ouvrière et révolutionnaire du nationalisme algérien.

16) *Ibid.*, p. 51.
17) *Ibid.*, p. 67.
18) Voir C. & H. Benoits, *ibid.*, p. 68.

Lorsque l'insurrection éclate, sans se positionner directement dans le conflit entre le FLN et le MNA – il reste toutefois proche de Messali –, il s'engage activement contre la politique coloniale française. Il dénonce la propagande d'État coloniale en janvier 1956. En 1960, il est l'un des premiers signataires de la célèbre *Déclaration sur le droit à l'insoumission dans la guerre d'Algérie*, le Manifeste des 121 apportant son soutien aux déserteurs et aux réseaux d'aide au FLN.

Puis est venue l'indépendance et avec elle l'enthousiasme pour l'autogestion.

Après juillet 1962, Daniel Guérin se rend à plusieurs reprises dans l'Algérie indépendante. Il observe avec passion l'expérience de l'autogestion industrielle et agricole mise en place à la base par les travailleur·ses algérien·nes. Pour ce militant libertaire, c'est l'espoir de voir naître un authentique «socialisme par le bas». Il publiera ses observations enthousiastes et lucides dans son ouvrage *L'Algérie qui se cherche* (19).

> *«Occuper les logements vides avec sa cuisine et sa cuisinière «Arthur Martin», sa salle à manger avec son mobilier moderne, sa salle de bains va changer les vies quotidiennes de milliers d'Algérien·nes dans leurs gestes les plus intimes.»*

Pour Guérin, motivé par l'idéologie et par l'utopie libertaire, l'expérience algérienne représentait une opportunité historique unique: voir se réaliser un socialisme authentique, «par le bas», en rupture totale avec le modèle bureaucratique soviétique. Dans ses écrits, on peut retrouver l'espoir d'un État-commune. Guérin parie sur l'Algérie pour jeter les bases d'un dépérissement de l'État, selon la formule de Lénine dans *L'État et la révolution*, au profit d'une fédération de communes productives, selon les vœux de Marx.

Plus tard, ses observations sur le terrain tempèrent l'optimisme de Daniel Guérin. Il comprend que l'autogestion algérienne est prise en étau par une contradiction majeure: la question du pouvoir. Mais pour lui, cette expérience est restée une éclatante démonstration des capacités créatrices des peuples, mais aussi une tragique illustration du fait que toute utopie est liée à la conquête démocratique de l'État par les travailleurs.

Dans une lettre adressée au président de l'époque Ben Bella, il écrit: *«Si l'autogestion n'a pas été, comme le lui reprochent ses adversaires inconséquents du régime, improvisée, précipitée, si elle avait été soupesée, tracée sur épure, passée au crible, elle ne serait peut-être pas née du tout. Il y a trop de gens en ce bas monde qui ne peuvent croire en la capacité des masses de créer leurs propres instruments de gestion et qui eussent trouvé des arguments soi-disant "massue" pour écarter l'autogestion, la renvoyer aux calendes grecques, ou n'en acceptant qu'une grêle caricature, afin d'en mieux démontrer, à l'usage, l'impraticabilité.* […] *Malgré toutes les tentatives émanant de tous les horizons à la fois, pour étouffer l'autogestion, pour la vider de son contenu, elle survivra, car elle a pour elle un tout petit atout: elle va dans le sens de l'histoire»* (20).

Jeanson et son réseau

Francis Jeanson, philosophe français, fait partie aussi de ces militant·es internationalistes qui se sont engagé·es dans le soutien à la révolution algérienne. Sa position dépasse le simple militantisme anticolonial. Son engagement est d'abord logistique à travers la construction du réseau des «porteurs de valises». Il voyait lui aussi l'avenir de l'Algérie dans l'autogestion et l'utopie socialiste.

Profondément choqué par le système d'apartheid de la société coloniale dès son premier voyage en Algérie en 1948, il adopte une posture radicale. Il légitime l'insurrection de 1954 dans son livre *L'Algérie hors la loi* (21) qu'il publie avec son épouse Colette. Il y dénonce le colonialisme et démontre que l'insurrection armée menée par le FLN est la seule issue juste et légitime.

Il refuse tout paternalisme. Pour lui, la révolution est l'affaire des Algérien·nes eux-mêmes et elles-mêmes. Il s'interdit d'entrer dans les affaires internes au FLN. Il estime que son devoir de citoyen français est d'apporter une solidarité concrète sans condition. Jugé comme un traître par l'État français, il assume pleinement son action clandestine. Il considère que le véritable honneur de la France réside dans le soutien à la liberté du peuple algérien.

Après l'indépendance, l'élan autogestionnaire l'enthousiasme profondément. Il perçoit l'autogestion comme la véritable concrétisation de la révolution populaire. Il y voit un modèle de socialisme à visage humain, loin des rigidités de la bureaucratie soviétique. Il s'implique activement dans l'aide à la reconstruction du pays, notamment à travers des initiatives d'alphabétisation, de formation culturelle et scolaire. Il reste très proche des courants progressistes et de l'aile gauche du FLN, incarnée par des figures comme Mohammed Harbi, qui tentent de théoriser et de préserver l'autogestion ouvrière et paysanne face aux velléités de centralisation de l'État.

Conclusion

Avec des itinéraires différents, ces personnages, avec d'autres anonymes, méritent aujourd'hui notre hommage, non pas pour services rendus, mais pour avoir été jusqu'au bout du côté de la liberté qui nous interpelle aujourd'hui.

Plus tard, constatant le glissement du pouvoir vers un régime militaire et la mise au pas des forces syndicales et intellectuelles de gauche, toutes ces personnalités se sont retrouvées progressivement «hors-jeu» sur le plan politique en Algérie. Elles choisissent alors de retourner dans leurs pays respectifs pour poursuivre leur action militante chacune dans son domaine et son univers. Elles sont resté·es dans leur majorité, jusqu'à la mort pour ceux et celles qui ne sont plus avec nous, des ami·es indéfectibles du peuple algérien.

Mais qu'en était-il de l'autogestion? Peut-on parler d'échec? Non! On connaît la formule de Lénine sur le pouvoir des soviets qui venait de survivre un jour de plus que la Commune de Paris de

19) Daniel Guérin, *L'Algérie qui se cherche*, édit. Présence africaine, 1964, édit. Fenixx Réédition Numérique, 1964.

20) Daniel Guérin, «Quelques observations faites sur l'autogestion, Rapport remis au président Ben Bella, décembre 1963», Fonds Guérin La contemporaine, F. Delta 721/82/6. Document dactylographié avec les corrections manuscrites de Daniel Guérin. Cité par Mohammed Harbi, *op. cit.*, p. 287-302.

21) Colette et Francis Jeanson, *L'Algérie hors la loi*, Paris, Éditions du Seuil, 1955.

1871 (22). On pourra dire la même chose pour l'autogestion algérienne qui a vécu non pas trois mois, mais trois ans !

On pourra en revanche engager une autre lecture ! Il n'existait pas en 1962 de «paysan algérien», mais des millions de paysan·nes algérien·nes assez divers·es. Il y a des ouvriers agricoles chez les colons, permanents et saisonniers, le petit fellah déraciné, le petit propriétaire, le grand propriétaire…

Il a manqué à l'autogestion algérienne le pragmatisme de Lénine : un partage égalitaire entre tous les paysan·nes algérien·nes aurait été plus révolutionnaire ! Or la politique de l'autogestion, centrée sur les seules grandes fermes et donc sur les ouvriers déjà en place, au détriment des saisonniers, exclut des centaines de milliers de paysan·nes déraciné·es… d'où la ruée vers la ville, un autre «bien vacant» qui va ouvrir le front d'une autre révolution, *La révolution urbaine* (23) – selon l'expression de Henri Lefebvre –, que l'histoire a oubliée.

La «ville coloniale» apparaît pour les populations algériennes déshéritées, déracinées (Bourdieu) comme une île bienheureuse dans un océan de campagnes pauvres ou appauvries, champs, forêts, jungles, déserts ; une «ville bienheureuse» à conquérir ou à reconquérir. L'autogestion paraît trop compliquée pour la conscience des paysans algériens. *«Donnez-nous un salaire et fichez-nous la paix. C'est trop compliqué votre histoire»*, disaient les délégués des fellahs à Harbi au congrès d'octobre 1963 (24). *«Les gens n'étaient pas intéressés par les terres. Ils voulaient un salaire»* (25) selon Harbi. Salaire que seule la ville peut assurer !

1962 a créé une situation inédite en Algérie. Occuper les logements vides avec sa cuisine et sa cuisinière «Arthur Martin», sa salle à manger avec son mobilier moderne, sa salle de bains, est aussi un signe de distinction sociale qui va changer les vies quotidiennes de milliers d'Algérien·nes dans leurs gestes les plus intimes, dormir, cuisiner, se laver ou manger et susciter des jalousies dans le monde «encore paysan». Le départ des Européen·nes des centres-villes permet à tout le monde d'avancer d'une ou plusieurs positions dans le chapelet des étapes de la migration vers la ville. Les nouveaux·elles habitant·es se retrouvent, du jour au lendemain, à vivre désormais dans des quartiers et des logements auxquels jamais ils et elles n'auraient pu prétendre dans le monde ancien. C'est un aspect de la révolution qui a façonné, en partie, l'État naissant et l'a poussé à jouer le rôle d'agent de réparation historique qui continue jusqu'aujourd'hui, comme l'indiquent les mises en scène de la distribution des logements urbains sous l'égide du président de la République (26).

Mais c'est là une dimension qui dépasse le cadre de notre discussion, dont le but est de rappeler l'espoir et le pari des révolutionnaires internationalistes qui voyaient dans l'autogestion algérienne une possibilité de maintenir ouverte la voie tracée par les idées socialistes pour l'avenir de l'humanité et de sa culture. ■

Le 27 septembre 2026

22) Citation attribuée à Lénine dans la mesure où, le 24 janvier 1918, Lénine soulignait devant les commissaires du peuple que le nouveau pouvoir soviétique venait de dépasser cette durée fatidique, franchissant une étape symbolique majeure dans la pérennité du premier État ouvrier.
23) Voir sur cette question, Henri Lefebvre, *La révolution urbaine*, Paris, Gallimard, 1970.
24) Mohammed Harbi, *op. cit.*, p. 29.
25) *Ibid.*, p. 21.
26) Voir sur cette question M. Rahal, *Algérie 1962. Une histoire populaire,* édit. Barzakh, Alger, 2022.



Henri Benoits, Kamel Aïssat et Alain Krivine, université d'été du NPA à Port-Leucate, du 26 au 29 août 2012. © Photothèque Rouge / JMB.

Les élections au Brésil : un enjeu crucial pour freiner l'extrême droite

Le PSOL et la gauche anticapitaliste ont deux défis gigantesques à relever simultanément lors de ces élections : contribuer à la lutte plus large contre l'expression brésilienne du néofascisme mondial, et construire un pôle de gauche radical et indépendant.

Par
Israel Dutra et
Mariana Riscali

Le Brésil se rend aux urnes en octobre. Le scrutin combine le renouvellement du mandat présidentiel – où Lula affronte Flávio Bolsonaro – avec l'élection de centaines de membres des deux chambres du Parlement (l'ensemble des député·es et les deux tiers des sénateur·rices), ainsi que les élections pour le gouvernement des 27 États et de leurs assemblées locales. L'issue reste incertaine entre les deux principaux candidats, le fils Bolsonaro et Lula.

Ces élections seront marquées par les retombées du scandale de la banque Master. Au moins dix milliards d'euros ont été consacrés à la corruption, en lien avec l'extrême droite. Le banquier Vorcaro n'a cependant pas limité ses largesses à celle-ci : il a tenté d'acheter tous ceux et toutes celles qui, de près ou de loin, détenaient une parcelle de pouvoir exécutif, législatif, judiciaire ou administratif.

Une intervention étatsunienne continue

Par ailleurs, le gouvernement des États-Unis agit délibérément contre la souveraineté du Brésil. En plus de droits de douane exorbitants (37,5 % sur de nombreux produits brésiliens), le Département d'État continue de s'ingérer, notamment en inscrivant deux organisations brésiliennes mafieuses sur la liste des «organisations terroristes étrangères», et en semant sans cesse le doute sur les élections et sur le vote électronique. Le véritable enjeu de la bataille électorale est la souveraineté du Brésil.

Les élections deviennent un référendum où l'on approuve ou rejette Lula, la gauche, les politiques sociales, le régime démocratique bourgeois et la souveraineté même du pays. Une victoire de Bolsonaro fils remettrait le contrôle de l'appareil d'État à l'extrême droite et à Trump, ce qui représenterait un risque d'une ampleur historique pour les libertés démocratiques et les droits socio-économiques acquis ces 40 dernières années. Pour toutes ces raisons, la campagne électorale de 2026 est une bataille stratégique d'envergure régionale et internationale.

Le PSOL se tourne vers l'avenir

Le PSOL aborde l'élection la plus importante de son histoire, dans un moment où se jouent sa cohérence et son avenir : il se bat pour dépasser le seuil électoral (1), il contribue à endiguer le bolsonarisme et l'extrême droite en aidant à faire réélire Lula, et il réaffirme dans le même temps son profil politico-programmatique pour ce que sera l'«après-Lula».

Le PSOL doit servir de point d'appui aux luttes, en se montrant utile à celles et ceux qui vivent de leur travail. Il devra se mettre au service des mouvements sociaux afin de construire des espaces unitaires, des fronts uniques et des convergences. Il faut combiner la lutte contre l'extrême droite et pour la souveraineté nationale avec la défense des droits des travailleuses et des travailleurs – via les syndicats, sur les lieux de travail comme dans les lieux de vie, pour les salaires, la santé, l'éducation, les crèches – et avec les mobilisations et organisations antiracistes, féministes et LGBTQIA+.

Pour avancer dans cette voie, dans un pays aussi vaste et divers que le Brésil, il est essentiel de renouer avec l'esprit pluraliste sur lequel le PSOL a été fondé il y a 22 ans : constituer une convergence entre différents secteurs et traditions de la gauche socialiste brésilienne, au sein d'un parti-front radical et radicalement démocratique, où toutes les tendances ont leur place.

Une fois Lula vainqueur – objectif auquel nous nous consacrons pleinement –, nous tracerons une voie programmatique pour l'avenir, sans pour autant négliger la lutte contre le putschisme. C'est maintenant que se joue l'avenir. ■

Le 20 septembre 2026



Israel Dutra et Mariana Riscali

Israel Dutra et Mariana Riscali sont membres du MES-PSOL. Version complète en ligne.

1) En 2026, les partis (ou fédérations de partis) qui n'auront ni obtenu 2,5 % des voix aux élections à la Chambre des député·es, ni fait élire au moins 13 député·es, dans au moins un tiers des États, n'auront pas accès à un ensemble d'avantages politiques ou matériels, en particulier aux fonds publics de financement des partis.